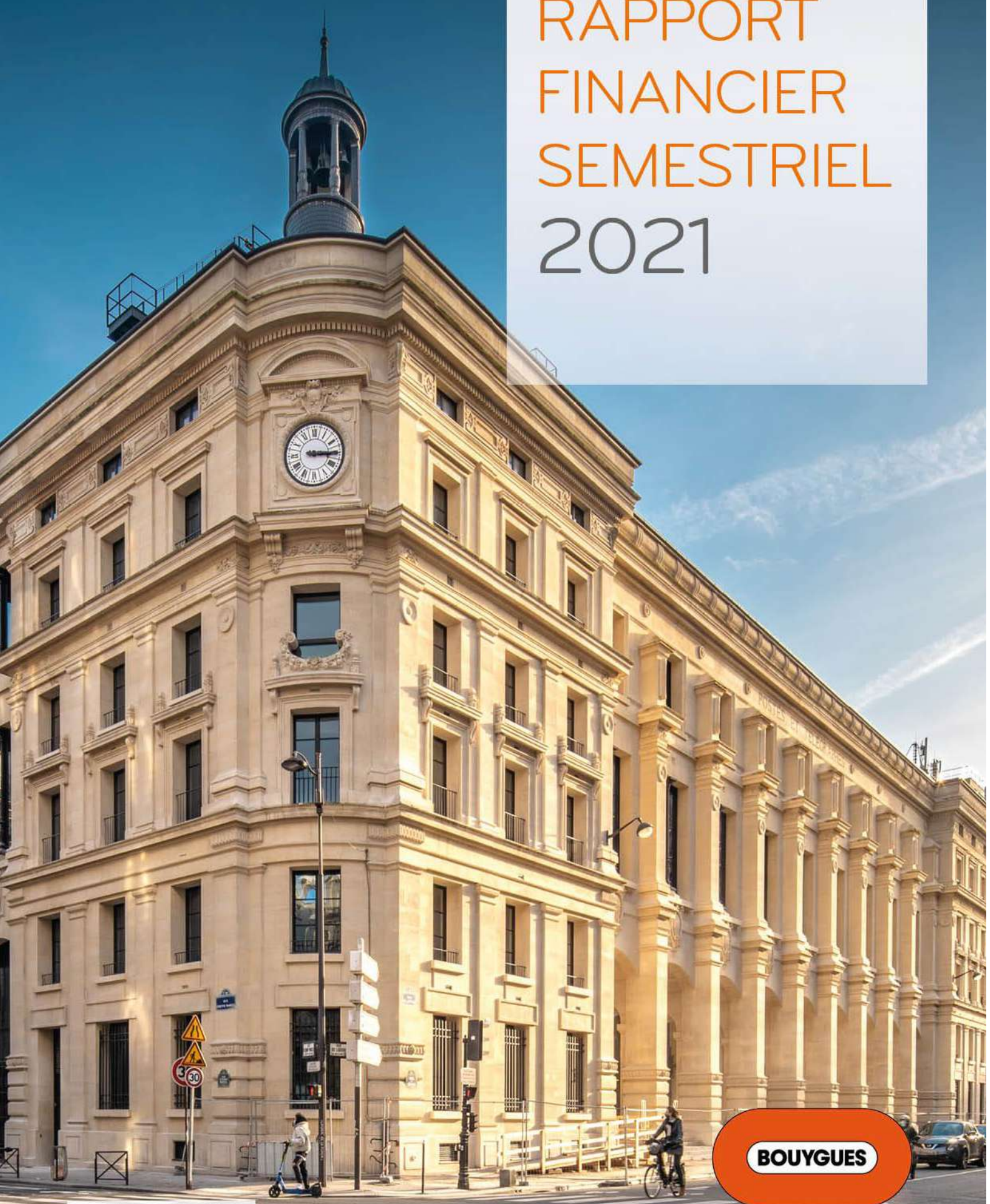


RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2021



BOUYGUES

La poste du Louvre (Paris), un bâtiment
rénové par Bouygues Construction.

Donnons vie au progrès

SOMMAIRE

1.	COMMUNIQUÉ DE PRESSE	4
2.	GOUVERNANCE ET ACTIONNARIAT	16
2.1.	Composition du conseil d'administration et des comités	16
2.2.	Actionnariat de Bouygues au 30 juin 2021	18
3.	RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL	19
3.1.	Bouygues Construction.....	19
3.2.	Bouygues Immobilier	23
3.3.	Colas.....	25
3.4.	TF1	28
3.5.	Bouygues Telecom	31
3.6.	Bouygues SA	34
3.7.	Risques et incertitudes	34
3.8.	Transactions avec les parties liées.....	37
3.9.	Évènements récents - Principaux événements depuis le 1 ^{er} juillet 2021	38
4.	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS	40
5.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE 66 SEMESTRIELLE	66
6.	GLOSSAIRE	67
7.	DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	70

Le rapport semestriel d'activité et les comptes semestriels consolidés condensés figurant dans le présent document ont été arrêtés par le conseil d'administration du 25 août 2021



1.COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PRÉSENTATION RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2021

- **EXCELLENTS RÉSULTATS SUR LE 1^{ER} SEMESTRE 2021**
 - Forte croissance du chiffre d'affaires et des résultats par rapport au S1 2020
 - Résultats du S1 2021 revenus à leur niveau d'avant-crise
- **STRUCTURE FINANCIÈRE TRÈS SOLIDE**
 - Liquidité record pour une fin de premier semestre et endettement net à fin juin à un niveau historiquement faible
- **RÉVISION À LA HAUSSE DES PERSPECTIVES DU GROUPE**

CHIFFRES-CLÉS

(millions d'euros)	S1 2020	S1 2021	Variation	S1 2019	Variation
Chiffre d'affaires	14 758	17 417	+18% ^a	17 446	0%
Résultat opérationnel courant	(132)	471	+603 M€	453	+18 M€
Marge opérationnelle courante	-0,9%	2,7%	+3,6 pts	2,6%	+0,1 pt
Résultat opérationnel	(176) ^b	551 ^c	+727 M€	495	+56 M€
Résultat net part du Groupe	(244)	408	+652 M€	225	+183 M€
Endettement (-) / Excédent (+) financier net	(3 905)	(2 813)	+1 092 M€	(6 205)	+3 392 M€

(a) +17% à périmètre et change constants

(b) Dont -44 M€ de produits et charges non courants

(c) Dont +80 M€ de produits et charges non courants

Les excellents résultats semestriels 2021 du Groupe démontrent sa résilience dans un environnement qui reste impacté par la pandémie de Covid-19.

- À 17,4 milliards d'euros, le **chiffre d'affaires** est en hausse de 18% par rapport au premier semestre 2020 (+17% à périmètre et change constants) et revient à son niveau d'avant-crise sanitaire. Tous les Métiers sont en croissance, portés par une activité commerciale solide.
- Le **résultat opérationnel courant** s'établit à 471 millions d'euros, en forte amélioration par rapport au premier semestre 2020 (+603 millions d'euros). La **marge opérationnelle courante** atteint 2,7% et progresse de 3,6 points sur la période. Le résultat opérationnel courant et la marge opérationnelle courante du premier semestre 2021 sont supérieurs à ceux du premier semestre 2019, reflétant notamment l'amélioration importante de la rentabilité de Colas.
- Le **résultat opérationnel** ressort à 551 millions d'euros au premier semestre 2021, contre une perte de 176 millions d'euros au premier semestre 2020. Il inclut 80 millions d'euros de résultat non-courant (contre -44 millions d'euros un an auparavant), principalement lié à la cession de *data centers* par Bouygues Telecom.
- À 408 millions d'euros, le **résultat net part du Groupe** est en forte hausse comparé aux premiers semestres 2019 et 2020 (qui s'établissaient respectivement à 225 millions d'euros et -244 millions d'euros). Il intègre une contribution d'Alstom de 219 millions d'euros (contre 33 millions d'euros sur la même période en 2019 et 35 millions d'euros sur la même période en 2020).

La structure financière du Groupe est très solide.

- L'**endettement financier net** à fin juin 2021 s'établit à un niveau historiquement bas pour un premier semestre à 2,8 milliards d'euros. Il s'améliore de 1,1 milliard d'euros par rapport à fin juin 2020 ;
- À 11,8 milliards d'euros à fin juin 2021, la **trésorerie disponible** du Groupe atteint un niveau record pour une fin de premier semestre (11,1 milliards d'euros à fin juin 2020) ;

- Le **ratio d'endettement net**¹ est de 24% (contre 34% fin juin 2020).

Le Groupe a été récompensé pour sa performance en matière de développement durable.

Au cours du premier semestre 2021, le Groupe Bouygues s'est vu attribuer la note C+² par l'agence de notation extra-financière ISS ESG et a été classé dans la catégorie « Prime » dans le secteur de la construction, pour son engagement en matière de responsabilité sociale d'entreprise.

PERSPECTIVES

Les perspectives ci-dessous s'entendent hors nouvelle évolution défavorable de la situation sanitaire.

Bouygues Telecom

Bouygues Telecom confirme ses objectifs 2021, à savoir :

- Une **croissance organique** du **chiffre d'affaires Services** estimée à environ **5%**, en dépit des impacts liés à la pandémie sur les usages *roaming* ;
- Une **progression** de l'**EBITDA après Loyer** (y compris BTBD) d'**environ 7%** ;
- Des **investissements nets de l'ordre de 1,3 milliard d'euros** (hors fréquences 5G) permettant d'anticiper la croissance de la base de clients Mobile et Fixe et des usages.

Pour rappel, les **objectifs du plan « Ambition 2026 »** sont d'atteindre en 2026 :

- Un chiffre d'affaires Services supérieur à 7 milliards d'euros ;
- Un EBITDA après Loyer d'environ 2,5 milliards d'euros avec une marge d'EBITDA après Loyer d'environ 35% ;
- Un cash-flow libre d'environ 600 millions d'euros.

TF1

Compte tenu du regroupement des activités digitales au sein du secteur Média, le groupe TF1 ne retient plus la *guidance* annoncée en février 2021 concernant la marge opérationnelle courante du secteur Unify.

Newen Studios poursuivra l'objectif d'augmentation de son chiffre d'affaires à l'international et d'accroissement de son carnet de commandes avec les plateformes *pure players*.

Fort de ce regroupement au potentiel de synergies élevé, et de la reprise de l'activité de production, le groupe TF1 prévoit :

- Un **taux de marge opérationnelle courante à deux chiffres dès 2021**, de l'ordre de celui de 2019³.

Groupe

Fort des résultats du premier semestre 2021, le Groupe relève ses perspectives, dans un environnement qui reste impacté par la pandémie de Covid-19 :

- En **2021**, le **chiffre d'affaires** et le **résultat opérationnel courant** devraient être **très proches** du niveau de **2019**. La **marge opérationnelle courante** devrait revenir à son **niveau d'avant-crise**. (*Auparavant le Groupe attendait un chiffre d'affaires et des résultats bien supérieurs à ceux de 2020, sans atteindre toutefois le niveau de 2019*).
- En **2022**, le **résultat opérationnel courant** devrait poursuivre sa croissance et **dépasser son niveau de 2019**. (*Auparavant, le Groupe estimait que le résultat opérationnel courant en 2022 devait revenir à un niveau équivalent ou légèrement supérieur à celui de 2019*).

¹ Endettement net / capitaux propres

² Sur une échelle allant de D- à A+

³ Marge opérationnelle courante de TF1 en 2019 : 10,9%

Olivier Roussat, Directeur général du Groupe, commentant ces résultats, a déclaré :

« Les excellents résultats du Groupe au premier semestre 2021 démontrent à nouveau sa résilience. Ses activités n'ont pas été remises en cause par la pandémie, leurs perspectives de marché sont porteuses à moyen-long terme, et elles sont bien positionnées grâce à leur savoir-faire, leur expérience et leur capacité à innover.

Dans ce contexte favorable, le groupe Bouygues souhaite renforcer le positionnement de ses Métiers, développer son portefeuille d'offres et de solutions durables pour saisir de nouvelles opportunités commerciales, et accentuer la différenciation par l'innovation, la qualité et la proximité.

Cette stratégie de développement passe par une politique sélective et disciplinée d'investissements et d'opérations de croissance externe afin que le Groupe maintienne une structure financière solide. Nous sommes convaincus que tous les projets que nous menons seront créateurs de valeur pour le Groupe et ses parties prenantes que sont ses collaborateurs, ses clients, ses actionnaires, ses fournisseurs et plus généralement la société civile. »

ANALYSE DÉTAILLÉE PAR ACTIVITÉ

ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION

À fin juin 2021, le carnet de commandes des **activités de construction** se maintient au niveau élevé de 33,3 milliards d'euros et offre une bonne visibilité sur l'activité future. Ce montant se compare à un carnet de commandes à fin juin 2020 de 35,7 milliards d'euros. Il est en repli de 6%¹ sur un an en raison d'une base de comparaison élevée à fin juin 2020 (très faible consommation du carnet en lien avec les confinements et gain de plusieurs contrats majeurs au premier semestre 2020). L'international représente désormais 64% du carnet de commandes de Bouygues Construction et Colas à fin juin 2021, en hausse de 1 point par rapport à fin juin 2020.

- Chez Colas, le carnet de commandes est en hausse de 4%² par rapport à fin juin 2020. Il reflète la reprise des appels d'offre dans la Route en France, la prise de commandes progressant de 22% par rapport au premier semestre 2020. À l'international, le carnet bénéficie notamment de prises de commandes significatives dans la Route au Canada au deuxième trimestre 2021.
- Chez Bouygues Immobilier, l'activité commerciale est soutenue, avec des réservations dans le Logement en hausse de 10% sur un an, reflétant la forte demande des clients. Toutefois, les délais d'obtention de permis de construire restent très longs, impactant le stock à l'offre disponible. Dans le Tertiaire, les clients demeurent attentistes. Au total, le carnet de commandes de Bouygues Immobilier est en repli de 18% par rapport à fin juin 2020.
- Chez Bouygues Construction, le carnet de commandes diminue de 9%² par rapport à fin juin 2020 et s'établit à un niveau comparable à celui de fin juin 2019. Pour rappel, la base de comparaison par rapport à fin juin 2020 est élevée, en lien avec l'enregistrement du contrat de construction d'un tronçon de la ligne à grande vitesse HS2 au Royaume-Uni pour 1,1 milliard d'euros³.

Le chiffre d'affaires des activités de construction s'établit à 12,8 milliards d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 18% par rapport au même semestre l'an dernier (+19% à périmètre et change constants).

Cette hausse est tirée par la France (+35% sur un an). Le premier semestre 2020 avait été marqué par l'entrée en confinement strict le 17 mars suivi d'un redémarrage progressif des activités. Par rapport au premier semestre 2019, le chiffre d'affaires est en repli de 3%.

À l'international, le chiffre d'affaires augmente de 5% (-5% par rapport au premier semestre 2019).

Le résultat opérationnel courant des activités de construction est en très forte amélioration sur un an (+520 millions d'euros) et atteint 83 millions d'euros, niveau supérieur à celui du premier semestre 2019. À 0,6%, la marge opérationnelle courante du premier semestre 2021 est supérieure à celle du premier semestre 2020 (-4%) et du premier semestre 2019 (0,5%). Elle bénéficie notamment de l'amélioration significative de la rentabilité

¹ À change constant et hors principales cessions et acquisitions

² À change constant et hors principales cessions et acquisitions

³ Hors études et travaux préparatoires enregistrés précédemment pour 140 millions d'euros

de Colas (redémarrage précoce des activités au Canada et premiers effets positifs des plans d'optimisation des activités industrielles et de la nouvelle organisation de Colas France).

À 77 millions d'euros, le résultat opérationnel des activités de construction progresse de 559 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020. Il intègre 6 millions d'euros de charges non courantes liées à des mesures d'adaptation chez Bouygues Immobilier (contre 45 millions d'euros chez Colas au premier semestre 2020).

TF1

Au premier semestre 2021, l'intérêt des Français pour la télévision est resté soutenu. La durée moyenne d'écoute s'élève à 3h45 chez les 4 ans et plus, en baisse sur un an mais en hausse de 17 minutes par rapport à fin juin 2019 ; et la part d'audience sur les cibles publicitaires s'est améliorée : +1,6 point chez les FRDA¹ à 33,5% et +0,9 point chez les 25-49 ans à 30,5%.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de **TF1** s'établit à 1,1 milliard d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 28% sur un an. Il est porté :

- par le dynamisme des investissements publicitaires en télévision sur le deuxième trimestre 2021 par rapport au deuxième trimestre 2020 marqué par le premier confinement,
- et par la forte croissance du chiffre d'affaires des activités de production de Newen Studios, la plupart des tournages ayant été interrompus pendant près de deux mois au cours du premier semestre 2020.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 169 millions d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 101 millions d'euros sur un an. En conséquence, la marge opérationnelle courante s'améliore fortement sur la période (+7,3 points sur un an) et atteint 15,0%, un niveau supérieur à celui du premier semestre 2019.

Le résultat opérationnel intègre 2 millions de charges non courantes liées au projet de fusion entre TF1 et M6.

Par ailleurs, le projet de fusion entre TF1 et M6 a récemment franchi une première étape. En effet, faisant suite aux avis favorables rendus fin juin par les instances représentatives du personnel de Bouygues, TF1 et M6, les groupes Bouygues et RTL ont signé début juillet les accords relatifs au projet de rapprochement entre les groupes TF1 et M6. La réalisation définitive de l'opération reste soumise aux autorisations des autorités compétentes (Autorité de la concurrence, CSA) qui vont désormais pouvoir effectuer leur travail d'analyse dans un calendrier à date conforme à celui initialement prévu.

BOUYGUES TELECOM

La dynamique commerciale de **Bouygues Telecom** s'est poursuivie tout au long du premier semestre 2021.

Ainsi, à fin juin 2021, le parc forfait Mobile hors MtoM compte 14,5 millions de clients, grâce à l'intégration des 2,1 millions de clients de BTBD au 1^{er} janvier 2021 et à la conquête de 258 000 nouveaux clients sur le semestre. Dans le Fixe, le parc de clients FTTH atteint 1,9 million d'abonnés fin juin 2021, grâce au gain de 346 000 nouveaux clients sur le semestre. 45% des clients Fixe possèdent désormais une offre FTTH, contre 30% un an auparavant. À fin juin 2021, le nombre de prises FTTH commercialisées atteint 20,9 millions, notamment grâce à une accélération du déploiement en régions. Parallèlement à cette accélération, Bouygues Telecom a mis en place un dispositif commercial et marketing au plus proche des clients. A fin mars, la part de marché FTTH nationale de Bouygues Telecom s'élève à 15,6%², supérieure à sa part de marché DSL. Au global, le parc Fixe total s'élève à 4,3 millions de clients, en croissance de 131 000 clients sur le semestre.

Cette bonne dynamique commerciale se reflète dans le chiffre d'affaires de l'opérateur. Au premier semestre 2021, le chiffre d'affaires ressort à 3,5 milliards d'euros, en hausse de 14% par rapport à fin juin 2020 (+5% à périmètre constant).

¹ Femmes Responsables Des Achats de moins de 50 ans

² Volumes de l'Observatoire de l'Arcep au T1 2021

Le chiffre d'affaires Services croît de 14% (+5% hors intégration de BTBD). Il bénéficie de l'augmentation de la base clients Mobile et Fixe et des ABPU¹ (l'ABPU Mobile retraité de l'impact *roaming* augmente de 0,7 € sur un an à 20,4 € par client par mois² et l'ABPU Fixe est en hausse de 0,6 € sur un an à 27,8 € par client par mois). Le chiffre d'affaires Autres augmente de 14% au premier semestre sur un an, tiré par la croissance du chiffre d'affaires Terminaux.

À 758 millions d'euros, l'EBITDA après Loyer progresse de 47 millions d'euros par rapport à fin juin 2020, soit une croissance de 7% en ligne avec l'objectif annuel.

Comme attendu, la marge d'EBITDA après Loyer diminue par rapport au premier semestre 2020 (-2 points), impactée par l'effet dilutif de l'intégration de BTBD, un effet mix lié à la montée en puissance du FTTH (marge brute inférieure à celle du Mobile) et un moindre *roaming* au premier semestre 2021 par rapport au premier semestre 2020 (-10 millions d'euros).

Le résultat opérationnel du premier semestre 2021 ressort à 335 millions d'euros, en hausse de 81 millions d'euros sur un an. Cette amélioration intègre un résultat non courant de 91 millions d'euros (contre 1 million d'euros fin juin 2020), essentiellement lié à la plus-value de cession de *data centers*.

Les investissements d'exploitation bruts ressortent à 754 millions d'euros à fin juin 2021, en hausse de 173 millions d'euros sur un an, en lien avec la stratégie de renforcement de la qualité des réseaux et les investissements nécessaires à l'intégration de BTBD et au déploiement de la 5G. Sur la même période, les cessions atteignent 172 millions d'euros, essentiellement liées aux *data centers*.

ALSTOM

La contribution d'**Alstom** au résultat net du premier semestre 2021 du Groupe s'élève à 219 millions d'euros, contre une contribution de 35 millions d'euros au premier semestre 2020. Cette contribution comprend :

- 120 millions d'euros issus des opérations réalisées au premier trimestre (augmentations de capital réalisées en janvier 2021 par Alstom, cession d'actions Alstom réalisée par Bouygues en mars 2021, quote-part de Bouygues au résultat d'Alstom réalisé sur le second semestre 2020/21),
- 99 millions d'euros en lien avec la cession d'actions Alstom réalisée par Bouygues en juin 2021 dont 6 millions d'euros de réévaluation, suite à la perte de l'influence notable, de la part conservée.

Au 30 juin 2021, la participation résiduelle de Bouygues dans Alstom (0,16% du capital social) est comptabilisée à la juste valeur, en « Autres actifs financiers non courants » pour 25 millions d'euros.

SITUATION FINANCIÈRE

Au cours du premier semestre 2021, Bouygues a renouvelé, sans *covenant*, ses lignes de crédit moyen et long terme au fur et à mesure de leurs échéances. Fin juin, la maturité moyenne des émissions obligataires du Groupe est de 4,7 ans et le taux d'intérêt moyen du coupon de ces obligations s'élève à 2,93%. L'échéancier de la dette est bien réparti dans le temps.

L'endettement financier net à fin juin 2021 de 2,8 milliards d'euros s'améliore de 1,1 milliard d'euros sur un an. La forte génération de cash provenant de l'exploitation (1,9 milliard d'euros) ainsi que les cessions d'actions Alstom réalisées sur la période (novembre 2020, mars 2021 et juin 2021) pour 1,4 milliard d'euros ont permis de couvrir le paiement des dividendes (-1,4 milliard d'euros) sur la période (septembre 2020 et mai 2021) et l'acquisition de BTBD (-0,8 milliard d'euros).

¹ ABPU hors BTBD

² 19,8 € hors retraitement du *roaming*

La trésorerie du Groupe atteint 3,6 milliards d’euros à fin juin 2021. Les facilités de crédit moyen et long terme non utilisées s’élèvent à 8,2 milliards d’euros. Ainsi, la trésorerie disponible ressort à 11,8 milliards d’euros à fin juin 2021 contre 11,1 milliards d’euros à fin juin 2020.

Pour rappel, les dernières notations financières long terme attribuées par les agences Moody’s et Standard and Poor’s sont respectivement : A3, perspective stable (en date du 5 janvier 2021) et A-, perspective négative (en date du 8 décembre 2020).

GOUVERNANCE

Le 24 août 2021, le conseil d’administration de Bouygues Construction a nommé Pascal Minault président-directeur général, en remplacement de Philippe Bonnave qui rejoint Bouygues SA pour assurer des missions auprès de la direction générale dans le domaine de la construction.

ACTIVITÉ COMMERCIALE DU PREMIER SEMESTRE 2021

CARNET DE COMMANDES DES ACTIVITES DE CONSTRUCTION

(millions d'euros)	À fin juin 2020	À fin juin 2021	Variation
Bouygues Construction	23 246	20 966	-10%
Bouygues Immobilier	2 386	1 954	-18%
Colas	10 065	10 333	3%
Total	35 697	33 253	-7%

BOUYGUES CONSTRUCTION, PRISES DE COMMANDES

(millions d'euros)	S1 2020	S1 2021	Variation
France	2 008	2 016	0%
International	4 249	2 995	-30%
Total	6 257	5 011	-20%

BOUYGUES IMMOBILIER, RÉSERVATIONS

(millions d'euros)	S1 2020	S1 2021	Variation
Logement	887	972	10%
Tertiaire	5	61	n.s
Total	892	1 033	16%

COLAS, CARNET DE COMMANDES

(millions d'euros)	À fin juin 2020	À fin juin 2021	Variation
France métropolitaine	3 581	3 370	-6%
International et Outre-Mer	6 484	6 963	7%
Total	10 065	10 333	3%

TF1, PART D'AUDIENGE^(a)

en %	À fin juin 2020	À fin juin 2021	Variation
Total	31,9	33,5	+1,6 pt

(a) Source Médiamétrie – Femmes de moins de 50 ans responsables des achats

BOUYGUES TELECOM, PARC CLIENTS

(en milliers)	À fin déc. 2020	À fin juin 2021	Variation
Parc Clients Mobile hors MtoM	12 473	14 764	+2 291
Parc Forfait Mobile hors MtoM	12 149	14 462	+2 313
Parc total Mobile	18 755	21 366	+2 611
Parc total Fixe	4 163	4 294	+131

PERFORMANCE FINANCIÈRE DU PREMIER SEMESTRE 2021

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DU GROUPE

(millions d'euros)	S1 2020	S1 2021	Variation
Chiffre d'affaires	14 758	17 417	+18% ^a
Résultat opérationnel courant	(132)	471	+603 M€
Autres produits et charges opérationnels	(44) ^b	80 ^c	+124 M€
Résultat opérationnel	(176)	551	+727 M€
Coût de l'endettement financier net	(94)	(75)	+19 M€
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(25)	(26)	-1 M€
Autres produits et charges financiers	(13)	(19)	-6 M€
Impôt	12	(146)	-158 M€
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	77	201	+124 M€
dont Alstom	35	219	+184 M€
Résultat net des activités poursuivies	(219)	486	+705 M€
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(25)	(78)	-53 M€
Résultat net part du Groupe	(244)	408	+652 M€

(a) +17 % à périmètre et change constants

(b) Dont charges non courantes de 45 M€ chez Colas liées à la réorganisation des activités routières en France et à la poursuite des travaux de démantèlement du site de Dunkerque

(c) Dont charges non courantes de 6 M€ chez Bouygues Immobilier liées à des mesures d'adaptation et de 2 M€ chez TF1 relatives au projet de fusion entre TF1 et M6 ; et produits non courants de 91 M€ chez Bouygues Telecom essentiellement liés à la plus-value de cession de data centers

CALCUL DE L'EBITDA APRÈS LOYER DU GROUPE

(millions d'euros)	S1 2020	S1 2021	Variation
Résultat opérationnel courant	(132)	471	+603 M€
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(25)	(26)	-1 M€
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	846	989	+143 M€
Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées	81	127	+46 M€
Reprise de provisions et dépréciations non utilisées et autres	(147)	(131)	+16 M€
EBITDA après Loyer^a	623	1 430	+807 M€

(a) Voir glossaire pour les définitions

CHIFFRE D'AFFAIRES DES ACTIVITÉS DU GROUPE

(millions d'euros)	S1 2020	S1 2021	Variation	Effet change	Effet périmètre	A PCC ^c
Activités de construction ^a	10 842	12 822	18%	1%	0%	19%
<i>dont Bouygues Construction</i>	5 321	6 337	19%	1%	0%	20%
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	701	981	40%	0%	0%	40%
<i>dont Colas</i>	4 870	5 591	15%	1%	0%	16%
TF1	884	1 129	28%	0%	0%	28%
Bouygues Telecom	3 042	3 471	14%	0%	-9%	5%
Bouygues SA et autres	93	104	Ns	-	-	Ns
Retraitements intra-Groupe ^b	(153)	(196)	Ns	-	-	Ns
Chiffre d'affaires du Groupe	14 758	17 417	18%	1%	-2%	17%
<i>dont France</i>	8 539	10 852	27%	0%	-3%	24%
<i>dont international</i>	6 219	6 565	6%	2%	0%	7%

(a) Somme des chiffres d'affaires contributifs (après retraitements internes aux activités de construction)

(b) Dont retraitements intra-groupe des activités de construction

(c) À périmètre et change constants

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS À L'EBITDA APRÈS LOYER DU GROUPE

(millions d'euros)	S1 2020	S1 2021	Variation
Activités de construction	(232)	357	+589 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	(62)	254	+316 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	(37)	27	+64 M€
<i>dont Colas</i>	(133)	76	+209 M€
TF1	160	322	+162 M€
Bouygues Telecom	711	758	+47 M€
Bouygues SA et autres	(16)	(7)	+9 M€
EBITDA après Loyer ^a du Groupe	623	1 430	+807 M€

(a) voir glossaire pour les définitions

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT DU GROUPE

(millions d'euros)	S1 2020	S1 2021	Variation
Activités de construction	(437)	83	+520 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	(95)	166	+261 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	(38)	17	+55 M€
<i>dont Colas</i>	(304)	(100)	+204 M€
TF1	68	169	+101 M€
Bouygues Telecom	253	244	-9 M€
Bouygues SA et autres	(16)	(25)	-9 M€
Résultat opérationnel courant du Groupe	(132)	471	+603 M€

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DU GROUPE

(millions d'euros)	S1 2020	S1 2021	Variation
Activités de construction	(482)	77	+559 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	(95)	166	+261 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	(38)	11	+49 M€
<i>dont Colas</i>	(349)	(100)	+249 M€
TF1	68	167	+99 M€
Bouygues Telecom	254	335	+81 M€
Bouygues SA et autres	(16)	(28)	-12 M€
Résultat opérationnel du Groupe	(176) ^a	551 ^b	+727 M€

(a) Dont charges non courantes de 45 M€ chez Colas liées à la réorganisation des activités routières en France et à la poursuite des travaux de démantèlement du site de Dunkerque

(b) Dont charges non courantes de 6 M€ chez Bouygues Immobilier liées à des mesures d'adaptation et de 2 M€ chez TF1 relatives au projet de fusion entre TF1 et M6 ; et produits non courants de 91 M€ chez Bouygues Telecom essentiellement liés à la plus-value de cession de data centers

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

(millions d'euros)	S1 2020	S1 2021	Variation
Activités de construction	(384)	5	+389 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	(66)	119	+185 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	(33)	(6)	+27 M€
<i>dont Colas</i>	(285)	(108)	+177 M€
TF1	17	47	+30 M€
Bouygues Telecom	142	199	+57 M€
Alstom	35	219	+184 M€
Bouygues SA et autres	(54)	(62)	-8 M€
Résultat net part du Groupe	(244)	408	+652 M€

ENDETTEMENT (-) / EXCÉDENT (+) FINANCIER NET PAR MÉTIER

(millions d'euros)	À fin déc. 2020	À fin juin 2021	Variation
Bouygues Construction	3 143	2 696	-447 M€
Bouygues Immobilier	(306)	(400)	-94 M€
Colas	(7)	(631)	-624 M€
TF1	(1)	34	+35 M€
Bouygues Telecom	(1 740)	(2 229)	-489 M€
Bouygues SA et autres	(3 070)	(2 283)	+787 M€
Endettement (-) / Excédent (+) financier net	(1 981)	(2 813)	-832 M€
Obligations locatives courantes et non courantes	(1 733)	(1 777)	-44 M€

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AUX INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION NETS DU GROUPE

(millions d'euros)	S1 2020	S1 2021	Variation
Activités de construction	111	86	-25 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	37	45	+8 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	2	2	0 M€
<i>dont Colas</i>	72	39	-33 M€
TF1	107	122	+15 M€
Bouygues Telecom	387	582	+195 M€
Bouygues SA et autres	2	0	-2 M€
Investissements d'exploitation nets du Groupe	607	790	+183 M€

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AU CASH-FLOW LIBRE DU GROUPE

(millions d'euros)	S1 2020	S1 2021	Variation
Activités de construction	(454)	94	+548 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	(135)	136	+271 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	(50)	12	+62 M€
<i>dont Colas</i>	(269)	(54)	+215 M€
TF1	22	166	+144 M€
Bouygues Telecom	233	93	-140 M€
Bouygues SA et autres	(25)	(21)	+4 M€
Cash-flow libre ^a du Groupe	(224)	332	+556 M€

(a) voir glossaire pour les définitions

RAPPEL DES IMPACTS COVID ESTIMÉS AU 1^{ER} SEMESTRE 2020

(millions d'euros)	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel courant
Activités de construction	-2 460	-530
<i>dont Bouygues Construction</i>	-1 250	-290
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	-400	-50
<i>dont Colas</i>	-810	-190
TF1	-250	-100
Bouygues Telecom	-70	-20

RAPPEL DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE DU 1^{ER} SEMESTRE 2019
(millions d'euros)

	S1 2019
Chiffre d'affaires du Groupe	17 446
Résultat opérationnel courant du Groupe	453
Dont Activités de construction	72
<i>Bouygues Construction</i>	179
<i>Bouygues Immobilier</i>	29
<i>Colas</i>	(136)
Dont TF1	163
Dont Bouygues Telecom	230
Marge opérationnelle courante	2,6%
Résultat opérationnel du Groupe	495
Résultat net part du Groupe	225

2. GOUVERNANCE ET ACTIONNARIAT

2.1. Composition du conseil d'administration et des comités

Composition du conseil d'administration au 30 juin 2021

Membres du groupe SCDM^a

Martin Bouygues

Président

Olivier Bouygues

Administrateur

Administrateurs représentant le groupe SCDM

Cyril Bouygues

Représentant permanent de SCDM Participations

Edward Bouygues

Représentant permanent de SCDM et Directeur général délégué

Administrateurs indépendants

Pascaline de Dreuzy

Clara Gaymard

Colette Lewiner

Benoît Maes

Rose-Marie Van Lerberghe

Autre administrateur

Alexandre de Rothschild

Administratrices représentant les salariés actionnaires

Raphaëlle Deflesselle

Michèle Vilain

Administrateurs représentant les salariés

Bernard Allain

Béatrice Besombes

(a) SCDM est une société contrôlée par Martin et Olivier Bouygues.

Les comités du Conseil

Comité d’audit

Benoît Maes (Président)

Pascaline de Dreuzy

Clara Gaymard

Michèle Vilain

Comité de sélection et des rémunérations

Colette Lewiner (Présidente)

Bernard Allain

Pascaline de Dreuzy

Benoît Maes

Comité de l’éthique, de la RSE et du mécénat

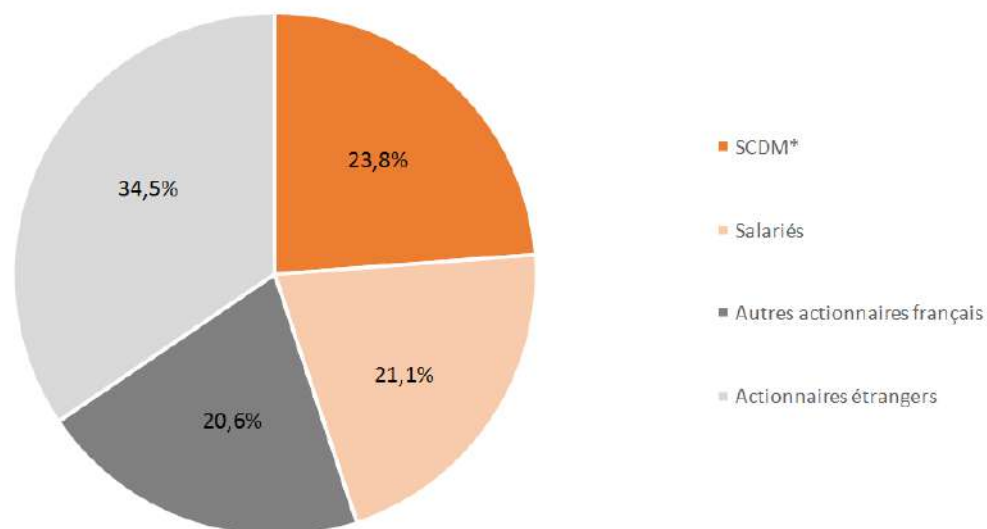
Rose-Marie Van Lerberghe (Présidente)

Raphaëlle Deflesselle

Clara Gaymard

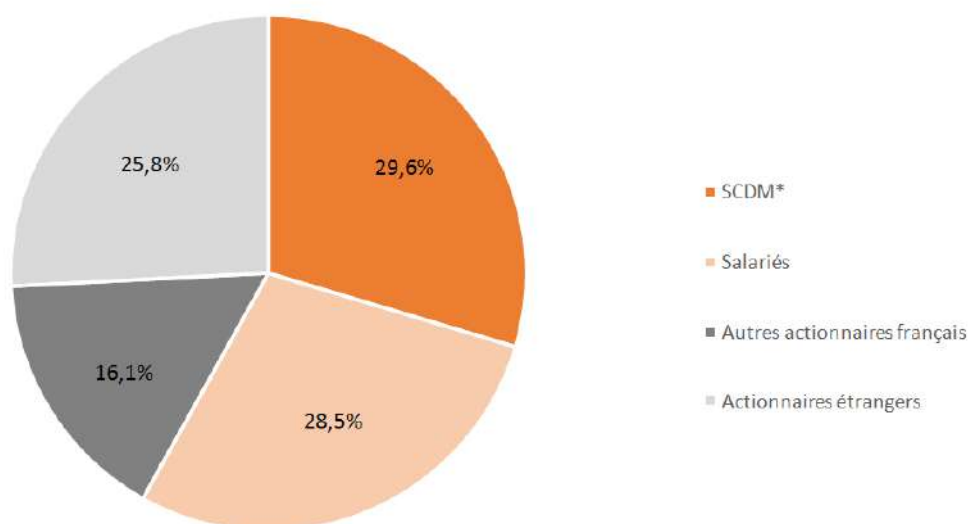
2.2. Actionnariat de Bouygues au 30 juin 2021

Répartition du capital au 30 juin 2021



**SCDM est une société contrôlée par Olivier et Martin Bouygues*

Répartition des droits de vote au 30 juin 2021



**SCDM est une société contrôlée par Olivier et Martin Bouygues*

3. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Pour rappel, pour tous les métiers, la définition détaillée des indicateurs clés est disponible dans le glossaire (page 74).

3.1. Bouygues Construction

Leader mondial de la construction, Bouygues Construction, présent dans plus de soixante pays, conçoit, réalise, rénove, exploite et déconstruit des ouvrages dans les secteurs du bâtiment, des infrastructures et de l'industrie.

3.1.1. Chiffres clés

CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)	1er SEMESTRE 2020	1er SEMESTRE 2021	VARIATION
Chiffre d'affaires	5 321	6 337	+19%^a
<i>Dont France</i>	<i>1 881</i>	<i>2 702</i>	<i>+44%</i>
<i>Dont international</i>	<i>3 440</i>	<i>3 635</i>	<i>+6%</i>
Résultat opérationnel courant	(95)	166	+261 M€
<i>Marge opérationnelle courante</i>	<i>-1,8%</i>	<i>2,6%</i>	<i>+4,4 pts</i>
Résultat opérationnel	(95)	166	+261 M€
Résultat net part du Groupe	(66)	119	+185 M€

(a) +20 % à périmètre et change constants

Le chiffre d'affaires s'établit à 6 337 millions d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 1 016 millions d'euros sur un an (+19 %). Cette hausse s'explique principalement par l'impact de la pandémie sur l'activité du premier semestre 2020, estimé à -1 250 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires se répartit entre les activités « Bâtiment et Travaux Publics » d'une part (70 %, soit 4 448 millions d'euros) et « Énergies et Services » d'autre part (30 %, soit 1 889 millions d'euros).

Le chiffre d'affaires à l'international s'élève à 3 635 millions d'euros, en hausse de 195 millions d'euros (+6 %) par rapport à fin juin 2020. En France, il est en progression de 821 millions d'euros sur la même période (+44 %), à 2 702 millions d'euros. Cette hausse est nettement plus marquée en France qu'à l'international, en raison de l'impact du confinement et du redémarrage progressif des activités au printemps 2020.

À périmètre et change constants, le chiffre d'affaires de Bouygues Construction est en augmentation de 1 058 millions d'euros (+20 %) par rapport au premier semestre 2020.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 166 millions d'euros au premier semestre 2021, après une perte de 95 millions d'euros au premier semestre 2020 (dont un impact de la Covid-19 estimé à - 290 millions d'euros).

Ainsi, la marge opérationnelle courante s'améliore fortement de 4,4 points à 2,6 %.

Le résultat net part du Groupe est de 119 millions d'euros (+185 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020).

Dès 2020, dans le contexte de la crise sanitaire, Bouygues Construction a mis en place les plans d'actions nécessaires afin de revenir rapidement à une activité et une rentabilité nominales (mesures de rattrapage d'activité, négociation de la prise en charge partielle des surcoûts par les clients et plans d'économie de coût).

Plus largement, Bouygues Construction peut s'appuyer sur :

- un carnet de commandes à fin juin 2021, comparable à celui de 2019 et qui s'établit à 21 milliards d'euros, offrant ainsi une bonne visibilité sur l'activité ;
- un excédent financier net élevé qui s'établit à 2 696 millions d'euros à fin juin 2021, en hausse de 97 millions d'euros par rapport à la même période de l'an passé.

3.1.2. Faits marquants du semestre

Le premier semestre 2021 a été marqué par l'obtention de contrats significatifs, particulièrement pour les activités d'énergies et services. La prise de commandes atteint en effet 5 010 millions d'euros à fin juin 2021, contre 6 257 millions d'euros à fin juin 2020, qui bénéficiait alors de la prise de commandes significative du lot C1 de la ligne ferroviaire à grande vitesse High Speed 2 au Royaume-Uni pour 1,1 milliard d'euros.

- En France, la prise de commandes est stable à 2 016 millions d'euros. En bâtiment, elle comprend notamment plusieurs projets de gares en région parisienne, comme celles de Villejuif et du Bourget, pour des montants respectifs de 60 et 59 millions d'euros. Bouygues Construction s'est également vu confier la rénovation du cinéma Gaumont Opéra, boulevard des Capucines à Paris pour 66 millions d'euros.
- À l'international, la prise de commandes du premier semestre 2021 s'élève à 2 995 millions d'euros. Bouygues Construction a remporté plusieurs projets de *data centers*, au Royaume-Uni notamment avec Virtus London 8 pour 107 millions d'euros et en Australie avec Equinix SY09 pour 100 millions d'euros. En bâtiment, la prise de commandes comprend également plusieurs affaires en Europe comme le projet mixte du Petit-Saconnex en Suisse (108 millions d'euros) et la Villa Lucia à Monaco (82 millions d'euros). Au Canada, il a remporté un important contrat pour le nouvel hôpital New St. Paul à Vancouver (190 millions d'euros).

Au 30 juin 2021, le carnet de commandes s'établit à 21 milliards d'euros, en retrait de 10 % par rapport à fin juin 2020, date à laquelle le carnet avait atteint un niveau record. La part de l'international dans le carnet (62 %) est stable sur un an. La part de la zone Europe (hors France), première zone à l'international devant la zone Asie-Pacifique, voit son carnet se stabiliser sur un an. La zone Amérique progresse, quant à elle, de 16 %.

Activité Bâtiment et Travaux Publics

La reprise de l'activité et un rattrapage des investissements dès 2021 sont portés par les besoins en infrastructures et en bâtiments, tant dans les pays émergents que dans les pays industrialisés.

La croissance est plus marquée en Travaux Publics et dans le bâtiment résidentiel, soutenue par les plans de relance annoncés dans les pays matures où Bouygues Construction est implanté de manière pérenne (France, Royaume-Uni, Canada, Union Européenne). Le bâtiment non-résidentiel devrait connaître une reprise plus faible.

Au premier semestre 2021, le chiffre d'affaires Bâtiment et Travaux Publics s'élève à 4 448 millions d'euros, en progression de 715 millions d'euros (+19 %) par rapport au premier semestre 2020.

France : 2 010 millions d'euros (+45 %)

En Bâtiment et en Ile-de-France, plusieurs chantiers significatifs, tels que le centre d'exploitation et de maintenance des lignes 16 et 17 du Grand Paris Express et le centre aquatique à la Plaine Saint-Denis pour les JO 2024, ont débuté. Les chantiers d'écoquartiers d'Issy Cœur de Ville à Issy-les-Moulineaux et d'Eole Evangile, se poursuivent, tout comme la rénovation du « 17, bd Morland » à Paris IV. En région, le chantier de la salle de spectacle Co'Met à Orléans suit son cours.

Dans le secteur des Travaux Publics, l'activité est notamment portée par les chantiers du « Grand Paris », tels que le prolongement de la ligne 15 (lots T2A et T3A) et du RER E EOLE de la gare Paris-Saint-Lazare à La Défense. En

région, les travaux du parc éolien en mer de Fécamp et d'extension de Port la Nouvelle continuent tandis que ceux du portuaire de Calais s'achèvent.

Europe (hors France) : 1 144 millions d'euros (+20 %)

Au Royaume-Uni, Bouygues Construction travaille sur des projets à forte valeur ajoutée dans les domaines de l'éducation et de la recherche, tels que la construction d'un campus « Innovation » à l'Université de Cardiff ou encore sur des projets immobiliers de réhabilitation de quartiers comme celui de Newham à Londres avec le chantier Hallsville Quarter. Elle poursuit également la construction de la centrale nucléaire Hinkley Point C.

En Suisse, l'entreprise a achevé plusieurs écoquartiers, comme Green City à Zürich, et débute de nouveaux projets en développement immobilier à Genève.

En Croatie, Bouygues Construction renforce son activité avec la réalisation du tunnel d'Učka sur l'autoroute d'Istrie tandis que le chantier de doublement à 2x2 voies d'une section de 28 kilomètres de l'autoroute se poursuit.

International (hors Europe) : 1 294 millions d'euros (-7 %)

En Asie-Pacifique, Bouygues Construction a su développer son expertise à travers ses filiales de Bâtiment et de Travaux Publics, notamment à Hong-Kong, Singapour et en Australie.

À Hong-Kong, les chantiers d'ouvrages souterrains Trunk Road T2 et Central Kowloon Route se poursuivent. Bouygues Construction a inauguré la construction du premier panneau de paroi moulée sur le projet T2 en mai 2021.

En Australie, Bouygues Construction réalise le tunnel autoroutier WestConnex à Sydney et celui du métro de Melbourne. Sa présence s'est étendue dans ce pays où elle construit également des *data centers* et des hôpitaux, mais aussi des infrastructures comme la station de métro Crows Nest, pour laquelle les travaux ont démarré en mai 2021.

En Asie du Sud-Est, l'entreprise est reconnue dans les activités de Bâtiment, notamment dans les tours de grande hauteur, à l'exemple de l'Immeuble à Grande Hauteur d'UOB à Bangkok.

Aux Philippines, l'entreprise poursuit les travaux du métro de Manille ainsi que la construction d'un pont dans le cadre du nouveau réseau ferroviaire urbain North-South Commuter Railway (NSCR).

À Cuba, Bouygues Construction a pris en commande de nouvelles opérations en 2021.

Activité Énergies et Services

Le pôle Energies & Services, composé des filiales Bouygues Energies & Services, Bouygues Energies & Services InTec et Kraftanlagen, se positionne sur trois grands métiers : les infrastructures de réseaux numériques, le génie électrique et thermique ainsi que le *facility management*.

La contribution du pôle Energies & Services au chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction s'élève à 1 889 millions d'euros, en hausse de 301 millions d'euros (+19 %) par rapport au premier semestre 2020.

France : 692 millions d'euros (+40 %)

Bouygues Energies & Services est présent dans le domaine des infrastructures de réseau, en particulier dans le cadre des politiques d'aménagement numérique du territoire par les collectivités. Ces activités sont conduites en partenariat avec Axione. Avec plus d'un million de prises installées, il est un acteur majeur du secteur de la fibre en France, avec des projets en cours en Bretagne, dans l'Oise ou encore dans le Pas-de-Calais.

Bouygues Energies & Services développe également son expertise dans le domaine du génie électrique et thermique, à l'exemple des travaux d'électricité et de CVC (Chauffage, Ventilation et Climatisation) dans le cadre de la rénovation du Magasin 3 de la Samaritaine à Paris, pour lequel les travaux se sont achevés en mai.

Bouygues Energies & Services est aussi chargé de l'exploitation et de la maintenance de plusieurs sites publics et privés en France, tels que le Tribunal de grande instance de Paris ou encore le Ministère de la Défense.

Enfin, en collaboration avec Citelum (filiale d'EDF), Suez et Capgemini, Bouygues Energies & Services a conçu et est désormais en charge de l'exploitation de la première *smart city* française à Dijon. Ce contrat, d'une durée de 12 ans, prévoit la gestion connectée de l'espace public des 250 000 habitants de l'agglomération.

International : 1 197 millions d'euros (+10 %)

Dans le domaine des grands projets d'infrastructure de réseaux électriques, Bouygues Energies & Services développe des solutions photovoltaïques clés en main, comme en Australie où il a obtenu la réalisation du projet de grande envergure Suntop. Kraftanlagen conçoit et rénove également des centrales de production d'énergie, notamment à Leuna en Allemagne.

L'expertise de Bouygues Energies & Services est aussi reconnue dans le domaine des *data centers*, notamment dans la région de Londres, où il réalise actuellement les travaux de construction et de *Mechanical & Electrical* sur un 7^{ème} *data center* pour l'entreprise britannique de gestion de données Virtus.

Les activités de *facility management* de Bouygues Energies & Services s'exercent notamment au Royaume-Uni, à l'exemple du contrat des bureaux du Département de Police du sud-est de Londres, et au Canada, où l'entreprise assure le *facility management* de l'hôpital de Surrey et du quartier général de la Gendarmerie Royale. Cette activité assure à Bouygues Energies & Services une source de revenus de long terme.

3.1.3. Perspectives

Bouygues Construction dispose d'une bonne visibilité sur son niveau d'activité et de fondamentaux solides, tout en assurant en priorité la santé et la sécurité de ses collaborateurs et partenaires des projets :

- un carnet, comprenant une activité acquise au 30 juin 2021 de 5,5 milliards d'euros pour le reste de l'exercice 2021 et un carnet à moyen terme (à compter du 1^{er} janvier 2022) de 15,5 milliards d'euros ;
- une activité internationale soutenue et diversifiée, dans des pays aux fondamentaux structurels et économiques favorables (Suisse, Royaume-Uni, Australie, Canada, Allemagne, etc.), bien classés par l'organisation non gouvernementale Transparency International ;
- une structure financière saine, forte d'un excédent financier net de 2,7 milliards d'euros au 30 juin 2021 ;
- un modèle de coûts en grande partie variables et une capacité d'adaptation lui permettant de faire face aux aléas d'activité ;
- une avance dans le domaine de la construction durable à laquelle une grande partie du budget de R&D est consacrée ;
- un fort engagement dans l'innovation partagée au service de ses clients.

Par ailleurs, concernant le pôle Energies & Services, le plan de redressement progressif de sa marge devrait lui permettre d'atteindre à moyen terme une marge opérationnelle courante supérieure à 5 %.

La maîtrise de l'exécution des grands chantiers, la sélectivité dans les prises de commandes et l'innovation restent au coeur des priorités de Bouygues Construction.

3.2. Bouygues Immobilier

Développeur-ensemblier urbain et acteur de référence en France, Bouygues Immobilier apporte des solutions innovantes et durables aux besoins des territoires et de ses clients pour contribuer au mieux-vivre en ville.

3.2.1. Chiffres clés

CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)	1er SEMESTRE 2020	1er SEMESTRE 2021	VARIATION
Chiffre d'affaires	701	981	+40% ^a
<i>Dont Logement</i>	644	893	+39%
<i>Dont Tertiaire</i>	57	88	+54%
Résultat opérationnel courant	(38)	17	+55 M€
<i>Marge opérationnelle courante</i>	-5,4%	1,7%	+7,1 pts
Résultat opérationnel	(38)	11 ^b	+49 M€
Résultat net part du Groupe	(33)	(6)	+27 M€

(a) +40 % à périmètre et change constants

(b) Dont des charges non courantes de 6 M€ liées à des mesures d'adaptation

En 2020, la crise sanitaire a eu un fort impact sur le chiffre d'affaires et la rentabilité de Bouygues Immobilier avec notamment le gel des réservations et des ventes notaires entre le 17 mars et le 10 mai et 95 % des opérations suspendues pendant cette période.

Au premier semestre 2021, le chiffre d'affaires de Bouygues Immobilier s'élève à 981 millions d'euros, en hausse de 40 % par rapport au premier semestre 2020 (dont +39 % en Logement et +54 % en Tertiaire).

Le résultat opérationnel courant atteint 17 millions d'euros, soit +55 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020. Cette amélioration est liée à une reprise d'activité tant sur les activités de promotion que sur le Tertiaire.

Le résultat net part du Groupe s'établit à -6 millions d'euros au premier semestre 2021, en amélioration de 27 millions d'euros comparé au premier semestre 2020.

3.2.2. Faits marquants du semestre

La crise sanitaire a amplifié le mouvement de ralentissement de l'activité sur le marché immobilier français, engagé dès 2019, année pré-électorale. En 2020 et 2021, la crise sanitaire et le renouvellement massif des équipes municipales suite aux élections ont fortement ralenti l'obtention des autorisations administratives, affectant le nombre de logements mis en vente.

En Logement, le premier semestre 2020 avait été marqué par une longue période de confinement ayant fortement ralenti l'activité. Au premier semestre 2021, mécaniquement les autorisations de permis de construire en France repartent à la hausse (+25 % vs premier semestre 2020), de même que les réservations de logements (+29 % au premier semestre 2021 vs premier semestre 2020) et les mises en chantier (+23 % vs premier semestre 2020).

En Tertiaire, après une année 2020 fortement impactée par la crise, le marché de la demande placée entame une reprise au premier semestre 2021 : l'activité s'améliore nettement (765 600 m², + 14 % vs premier semestre 2020) sans pour autant retrouver son dynamisme pré-crise (-28 % vs moyenne décennale).

Sur le marché de l'investissement en Ile-de-France, la reprise de l'activité observée au 1^{er} trimestre 2021 a connu un coup d'arrêt au 2^{ème} trimestre 2021 : 1,9 milliard d'euros investis sur le trimestre, soit le plus bas niveau observé au cours des 10 dernières années. Par conséquent, les investissements pour le premier semestre 2021, qui se situent à 5,2 milliards d'euros, affichent une baisse de 35 % vs premier semestre 2020.

La poursuite de ce contexte exceptionnel impacte l'activité commerciale de Bouygues Immobilier au premier semestre 2021, tant en Logement qu'en Tertiaire.

RÉSERVATIONS (M€)	1er SEMESTRE 2020	1er SEMESTRE 2021	VARIATION
Logement ^a	887	972	85
Tertiaire	5	61	56
Réservations totales ^b	892	1 033	141

(a) Les réservations en Logement comprennent les terrains à bâtir

(b) Définition : en Logement, les réservations sont présentées nettes des désistements. En Tertiaire, les réservations sont fermes et non annulables (ventes notariées)

En Logement, les ventes notaire à l'unité ont enregistré un fort rebond (+19 %) vs. premier semestre 2020, tandis que les ventes notaire blocs augmentent de façon plus modérée (+7 %) vs 2020. Pour rappel, les réservations au premier semestre 2020 intégraient 296 millions d'euros liés à l'accord passé avec CDC Habitat pour la vente en bloc de logements.

Dans un marché toujours impacté par l'allongement des délais d'obtention des permis de construire, les réservations en Logement augmentent de 10 % comparé au premier semestre 2020.

Le premier semestre 2021 a été marqué par la livraison d'opérations majeures de logements, parmi lesquelles :

- La livraison de la première tranche de l'opération multi-produits de restauration du patrimoine de l'Hôtel Dieu à Clermont-Ferrand (317 logements étudiants, 243 logements en accession).
- La livraison de la seconde tranche de la résidence premium D'une rive à l'autre à Neuilly-sur-Seine (173 lots, soit 285 au total après la livraison de la tranche 1 en 2020).

Les lancements commerciaux et travaux de plusieurs opérations ont également débuté, notamment au second semestre 2021 :

- À Tours, le lancement commercial de la résidence étudiante MyCampus (52 studios, 2 T2 et 1 T4 destinés à la colocation), signe le démarrage de l'opération mixte Kipolis (32 112m² de surface de plancher) : la transformation d'un ancien site industriel, en quartier durable, visant le label BiodiverCity.
- À Lyon, sur la presqu'île de la Confluence, Bouygues Immobilier a débuté les travaux des îlots Actif et Participatif du projet Sollys. Sept bâtiments, pour une surface de plancher de 20 377m², seront développés. Un projet vertueux pour l'environnement et qui sera notamment alimenté en énergie par la première solution d'autoconsommation collective de France.
- En Ile-de-France, à Chessy (77), l'opération Rhapsody in Blue (80 logements), lancée en mars 2021, alliera tous les styles de l'architecture Art-Déco.

En Tertiaire, Bouygues Immobilier a livré en avril l'opération mixte Nexans NRC, à Lyon : 6 000 m² de bureaux et laboratoires dédiés à la R&D du groupe Nexans. Le bâtiment a été conçu avec deux atouts majeurs qui assureront sa durabilité : réversibilité et modularité possibles.

L'entreprise a également déposé, en avril 2021, le permis de construire d'EDA, opération lauréate d' « Inventons la Métropole du Grand Paris 2 », imaginée par l'architecte japonais Kengo Kuma comme un trait d'union entre Issy-les-Moulineaux et le 15^e arrondissement de Paris. L'ensemble à dominante tertiaire proposera 13 300 m² de bureaux mais s'ouvrira également sur la ville grâce à un atelier de comaking/incubateur de 1 800 m², un espace de logistique urbaine de 750 m², ainsi que 450 m² de commerces. L'objectif pour EDA sera d'avoir un impact environnemental le plus limité possible notamment avec l'utilisation de matériaux biosourcés ou le réemploi.

	FIN JUIN 2020	FIN JUIN 2021	VARIATION
CARNET DE COMMANDES (millions d'euros)			
Carnet de commandes	2 386	1 954	(432)
Dont Logement	2 201	1 878	(323)
Dont Tertiaire	185	75	(110)

À fin juin 2021, Bouygues Immobilier affiche un carnet de commandes de 1 954 millions d'euros représentant 10 mois d'activité, en baisse de 18 % vs. premier semestre 2020.

3.2.3. Perspectives

Le marché de l'immobilier en France reste durablement affecté par les conséquences de la crise sanitaire mondiale, en ne retrouvant pas son niveau d'avant-crise. Néanmoins, les fondamentaux en logement restent favorables : demande forte, taux d'intérêt bas, et maintien des dispositifs fiscaux Pinel et PTZ+. En Tertiaire, l'utilisation plus massive du télétravail par les entreprises pourrait entraîner une évolution de la répartition du marché autour de 3 axes : le travail à la maison, le travail au bureau et le travail nomade dans des tiers-lieux.

Dans un contexte de reprise générale du secteur de l'immobilier, Bouygues Immobilier observe une forte dynamique commerciale et voit une augmentation de son chiffre d'affaires ainsi qu'une amélioration de sa rentabilité par rapport au premier semestre 2020. Cependant, les difficultés du secteur à sécuriser du foncier restent importantes, avec un allongement des délais d'obtention des permis de construire.

Bouygues Immobilier continuera à s'appuyer sur ses savoir-faire et atouts pour adapter ses offres aux nouvelles conditions de marché : immeubles bas carbone, réhabilitation de friches industrielles ou commerciales, logements permettant de travailler à domicile et solutions tertiaires offrant flexibilité et sécurité en combinant bureaux et coworking grâce à Wojo, sa filiale conjointe avec Accor.

3.3. Colas

Colas a pour mission d'imaginer, de construire et d'entretenir des infrastructures de transport de façon responsable, à partir de son ancrage local à travers le monde. Implanté dans plus de cinquante pays sur les cinq continents, Colas a pour ambition d'être le leader mondial des solutions de mobilité innovantes et responsables.

3.3.1. Chiffres clés

	1er SEMESTRE 2020	1er SEMESTRE 2021	VARIATION
CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)			
Chiffre d'affaires	4 870	5 591	+15% ^a
<i>Dont France</i>	2 236	2 836	+27%
<i>Dont international</i>	2 634	2 755	+5%
Résultat opérationnel courant	(304)	(100)	+204 M€
<i>Marge opérationnelle courante</i>	-6,2%	-1,8%	+4,4 pts
Résultat opérationnel	(349) ^b	(100)	+249 M€
Résultat net part du Groupe	(295)	(112)	+183 M€

(a) +16 % à périmètre et changes constants

(b) Dont 45 M€ de charges non courantes liées à la réorganisation des activités routières en France et à la poursuite des travaux de démantèlement du site de Dunkerque

3.3.2. Faits marquants du semestre

Principales prises de commandes

- Renforcement de la Route de l'Est et construction d'ouvrages d'art en Côte d'Ivoire, pour un montant de 157 millions d'euros
- Contrat de maintenance d'une durée de 7 ans pour la voirie de la ville de New Liskeard, en Ontario (Canada), pour un montant de 94 millions d'euros
- Transformation de la voie rapide Yellowhead Trail en autoroute à Edmonton, en Alberta (Canada), pour un montant de 77 millions d'euros
- Mise à niveau de la section Belotin-Rybi sur l'autoroute D48 en République tchèque, pour un montant de 76 millions d'euros
- Réalisation de l'alimentation électrique et des caténaires pour la section LGV Vérone-Vicence en Italie, pour un montant de 56 millions d'euros

Saisonnalité de l'activité

La plupart des activités du Groupe se caractérisent par une forte saisonnalité, ce qui se traduit par une perte opérationnelle au premier semestre de chaque année.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes à fin juin 2021 s'élève au niveau historique de 10,3 milliards d'euros, en hausse de 4 % à change constant sur un an.

Le carnet en France métropolitaine (3,4 milliards d'euros) est en baisse de 6 % sur un an, notamment sur l'activité Ferroviaire, alors que le carnet des activités routières reste stable.

Le carnet à l'international et Outre-mer (7 milliards d'euros) est en hausse de 7 % sur un an (+10 % à change constant). Au deuxième trimestre, Colas a notamment remporté d'importants contrats routiers au Canada. Le carnet de commandes de Colas Rail à l'international est stable, en attente de commandes significatives sur le deuxième semestre 2021.

L'international et Outre-mer représente 67 % du carnet de commandes total de Colas.

L'activité par secteur opérationnel

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2021 s'élève à 5,6 milliards d'euros, en hausse de 15 % par rapport au premier semestre 2020 (+16 % à périmètre et change constants), grâce à la très bonne activité au deuxième trimestre qui retrouve son niveau du deuxième trimestre 2019.

L'activité du premier semestre ressort à 2,8 milliards d'euros en France (+27 % sur un an) et 2,8 milliards d'euros à l'international (+5 % et +7 % à périmètre et change constants).

Pour rappel, l'impact de la crise sanitaire sur le chiffre d'affaires du premier semestre 2020 était estimé à environ - 810 millions d'euros.

Chiffre d'affaires par secteur opérationnel (en millions d'euros)	1er SEMESTRE 2020	1er SEMESTRE 2021	VARIATION	VARIATION A PCC ^a
Chiffre d'affaires	4 870	5 591	+15%	+16%
<i>Dont Route France - Océan Indien</i>	2 101	2 650	<i>+26%</i>	<i>+26%</i>
<i>Dont Route EMEA</i>	916	933	<i>+2%</i>	<i>+2%</i>
<i>Dont Route USA</i>	674	623	<i>-8%</i>	<i>+1%</i>
<i>Dont Route Canada</i>	456	540	<i>+18%</i>	<i>+19%</i>
<i>Dont Route Asie Pacifique</i>	184	198	<i>+8%</i>	<i>+1%</i>
Total Route	4 331	4 944	+14%	+15%
Ferroviaire et autres activités	534	642	+20%	+21%
Holding	5	5	ns	ns

(a) A périmètre et change constants

Routes

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2021 s'élève à 4,9 milliards d'euros, en hausse de 15 % à périmètre et change constants.

- L'activité de la zone France - Océan Indien est en amélioration sensible (+26 % par rapport au premier semestre 2020), reflétant la bonne tenue de l'ensemble des activités sur la zone. Elle bénéficie d'un effet de base de comparaison favorable par rapport à 2020 lié à la période de confinement (arrêt des chantiers à partir de mi-mars et redémarrage progressif en avril et mai).
- L'activité de la zone EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique) et celle des Etats-Unis sont en légère amélioration sur un an (respectivement +2 % et +1 % à périmètre et change constants), grâce à la bonne reprise au deuxième trimestre, après un premier trimestre impacté par des conditions météorologiques défavorables dans les deux zones.
- Au Canada, l'activité est en hausse de 19 % à périmètre et change constants, bénéficiant de conditions météorologiques favorables depuis le début du semestre.
- Enfin, dans la zone Asie-Pacifique, le chiffre d'affaires est en légère hausse de 1 % à périmètre et change constants.

Ferroviaire et autres activités

Le chiffre d'affaires Ferroviaire et autres activités s'inscrit en forte hausse de 21 % à périmètre et change constants par rapport au premier semestre 2020, principalement porté par la bonne dynamique des activités de Colas Rail au Royaume-Uni. Les activités de Colas Rail en France sont elles aussi en hausse par rapport au premier semestre 2020, retrouvant leur niveau du premier semestre 2019.

Production de matériaux

En France comme à l'international, l'activité de Colas comprend une importante production (incluant valorisation et recyclage) de matériaux de construction, notamment de granulats, à partir d'un réseau international de 478 carrières et gravières exploitées, 151 usines d'émulsion, 538 centrales d'enrobage et 192 centrales à béton. Au premier semestre 2021, les ventes en quote-part s'élèvent à 43 millions de tonnes de granulats (+19 % par rapport au premier semestre 2020), 568 000 tonnes de liants et d'émulsions (+12 %), 13 millions de tonnes d'enrobés (+14 %) et 1,3 million de mètres cubes de béton prêt à l'emploi (+26 %). L'importante activité de distribution de bitume de Colas s'appuie sur 71 terminaux de bitume.

Performance financière

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2021 ressort à -100 millions d'euros, en forte amélioration de 204 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020. Le résultat opérationnel courant dépasse également son niveau du premier semestre 2019 (-136 millions d'euros), grâce au redémarrage précoce de l'activité au Canada, aux premiers effets des plans d'optimisation des activités industrielles ainsi qu'à la nouvelle organisation de Colas France.

Pour rappel, l'impact de la crise sanitaire sur le résultat opérationnel courant du premier semestre 2020 était estimé à environ -190 millions d'euros (perte de marge opérationnelle courante et coûts inévitables).

La quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées s'élève à 4 millions d'euros, stable par rapport au premier semestre 2020. La contribution de Tipco Asphalt, à hauteur de 10 millions d'euros, est en hausse de 2 millions d'euros par rapport à fin juin 2020.

Le résultat net part du Groupe ressort à -112 millions d'euros, à comparer à -295 millions d'euros à fin juin 2020, et à -102 millions d'euros à fin juin 2019.

Endettement financier net

L'endettement financier net au 30 juin 2021 ressort à 631 millions d'euros, à comparer à un endettement financier net de 1 065 millions d'euros à fin juin 2020. Cette évolution résulte de l'amélioration des résultats, de la bonne tenue du besoin en fonds de roulement et de la maîtrise des investissements.

3.3.3. Perspectives

Les perspectives ci-dessous s'entendent hors nouvelle dégradation de la situation sanitaire.

La bonne reprise de l'activité au deuxième trimestre permet d'anticiper un chiffre d'affaires 2021 significativement supérieur à celui de l'année 2020, sans toutefois retrouver le niveau atteint en 2019.

La marge opérationnelle courante de l'année 2021 devrait s'établir en hausse par rapport à celle réalisée en 2019 (3,2 % du chiffre d'affaires consolidé), avec l'objectif d'atteindre 4 % en 2023

3.4. TF1

TF1 a l'ambition d'inspirer positivement la société en informant et en divertissant un large public. Groupe média leader de la télévision en France, il propose une offre étendue de contenus et de services associés. Il est également un acteur reconnu de la production audiovisuelle et du digital.

3.4.1. Chiffres clés

La stratégie mise en place depuis l'automne 2020 conduisant à développer les synergies entre les activités des antennes et les activités digitales (Unify) du groupe TF1, les changements d'organisation annoncés le 23 juin dernier et la cession de l'activité jeux (TF1 Games), conduisent à modifier en conséquence la décomposition des secteurs d'activité du groupe à compter du premier semestre 2021.

Les activités digitales (Unify) sont intégrées dans les antennes, au sein d'un nouveau secteur « Média », ainsi que les activités musique et divertissement, tandis que les activités de production et de distribution de contenus du groupe TF1 sont regroupées au sein d'un secteur spécifique « Newen Studios ». Cette nouvelle organisation permet une meilleure compréhension des activités du groupe TF1.

CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)	1er SEMESTRE 2020	1er SEMESTRE 2021	VARIATION
Chiffre d'affaires	884	1 129	+28% ^a
<i>Dont CA publicité groupe TF1</i>	<i>615</i>	<i>803</i>	+30,5%
<i>Dont CA autres activités</i>	<i>269</i>	<i>326</i>	+21,5%
Résultat opérationnel courant	68	169	+101 M€
<i>Marge opérationnelle courante</i>	<i>7,7%</i>	<i>15%</i>	+7,3 pts
Résultat opérationnel	68	167	+99 M€
Résultat net part du Groupe	38	108	+70 M€

(a) +28 % à périmètre et change constants

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2021 du groupe TF1 s'élève à 1 129 millions d'euros, en hausse de 245 millions d'euros (+28 %) par rapport au premier semestre 2020. Cette hausse traduit l'effet de la reprise des investissements publicitaires et de la très bonne performance des activités de production avec Newen.

Le chiffre d'affaires publicitaire s'établit à 803 millions d'euros, en hausse de 30,5 % sur un an. Cette forte hausse est principalement portée par le dynamisme des investissements publicitaires en télévision sur le deuxième trimestre, par rapport au deuxième trimestre 2020 marqué par le premier confinement.

Le chiffre d'affaires des autres activités du groupe s'élève à 326 millions d'euros, en hausse de 57 millions d'euros (+21,5 %). Les activités de production de contenus de Newen enregistrent une forte croissance de leur chiffre d'affaires par rapport à l'année passée où la plupart des tournages avaient été interrompus pendant près de 2 mois.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 169 millions d'euros, en hausse de 101 millions d'euros sur un an (68 millions d'euros). Il intègre un montant de crédit d'impôt éditeur de l'ordre de 20 millions d'euros, en contrepartie d'une augmentation des dépréciations due à des livraisons de programme plus importantes par rapport à 2020.

Le résultat opérationnel s'élève à 167 millions d'euros et intègre -2 millions d'euros de charges exceptionnelles relatives au projet de fusion entre TF1 et M6.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 108 millions d'euros, en hausse de 70 millions d'euros sur un an.

3.4.2. Faits marquants du semestre

- Le 5 mars, le groupe TF1 présente sa toute première promotion d'Expertes à la Une, un programme développé par la Direction de l'Information pour renforcer la représentativité des femmes expertes dans les journaux télévisés de TF1 et LCI.
- Fin avril, poursuivant sa forte dynamique de croissance internationale, Newen prend une participation majoritaire dans le groupe iZen, un des acteurs indépendants phare de la fiction et du flux en Espagne.
- Le 17 mai, TF1, M6, Bouygues et RTL Group annoncent qu'elles ont conclu des protocoles d'accord d'entrée en négociations exclusives pour fusionner les activités de TF1 et M6 et créer un groupe de médias français d'envergure. Ce nouveau groupe serait bien positionné pour relever les défis résultant de l'accélération de la concurrence des plateformes numériques mondiales, actives sur le marché publicitaire français et dans la production de contenus audiovisuels de qualité. Suite aux avis favorables rendus fin juin par les instances représentatives du personnel, les groupes Bouygues et RTL ont annoncé le 8 juillet dernier avoir signé les accords relatifs au projet de rapprochement entre les groupes TF1 et M6. La réalisation définitive de l'opération reste soumise aux autorisations des autorités compétentes (Autorité de la concurrence, CSA)

qui vont désormais pouvoir effectuer leur travail d'analyse dans un calendrier à date conforme à celui initialement prévu.

- Le 25 juin, A+E Networks, acteur majeur des médias, annonce avoir acquis 35 % de Reel One, filiale de Newen. Cet investissement permettra à Reel One d'accélérer sa croissance dans les domaines de la production et de la distribution en Amérique du Nord, d'augmenter ses possibilités de produire des téléfilms et d'explorer d'autres sources de collaboration.

Audiences¹

La durée moyenne d'écoute (DEI) s'élève à 3h45 chez les 4 ans et plus, en baisse sur un an mais en hausse de 17 minutes par rapport à fin juin 2019.

Les plateformes de contenu en ligne du groupe TF1 enregistrent de bons niveaux avec notamment l'effet de levier des audiences non-linéaires de la plateforme de replay MyTF1, totalisant 1,4 milliard de vidéos vues à fin juin 2021, en hausse de 21 % sur un an.

Le nombre de sessions s'élève à 320 millions sur le site Marmiton à fin juin 2021. Le succès du positionnement de ce site internet a été récompensé récemment par l'obtention du label d'excellence de Harris Interactive. Le nombre de visiteurs uniques sur le site Doctissimo s'élève à 178 millions.

Média

Le chiffre d'affaires du secteur Média s'établit à 983 millions d'euros, en hausse de 198 millions d'euros sur un an. Il bénéficie d'une base de comparaison favorable par rapport à l'année passée, marquée par l'impact du confinement de mars à mai et du dynamisme de certains secteurs annonceurs en télévision tels que les loisirs, la culture et l'habillement, jusqu'alors en retrait. Le coût des programmes des antennes du Groupe s'élève à 466 millions d'euros, en hausse de 31 % par rapport à fin juin 2020 (355 millions d'euros). Les mois d'avril et mai 2020 avaient été marqués par d'importantes économies sur les coûts des programmes des antennes, afin d'absorber la baisse des revenus publicitaires. En 2021, la reprise maîtrisée des investissements en programmation, afin de diffuser du contenu inédit, riche et diversifié, doit permettre d'offrir à nos clients annonceurs des écrans publicitaires puissants.

Le résultat opérationnel courant du pôle Média s'établit à 147 millions d'euros, en hausse de 77 millions d'euros sur un an, faisant ressortir un taux de marge opérationnelle courante de 15 % (+6 points sur un an).

Newen Studios

Les revenus du pôle Newen Studios s'établissent à 145 millions d'euros à fin juin 2021, en hausse de 47 millions d'euros sur un an.

L'activité de Newen bénéficie lors des six premiers mois d'un effet de rattrapage, suite au décalage de certaines productions prévues en 2020, notamment au Canada et en Belgique, dans un contexte marqué par la crise de la Covid-19. Les studios de Newen continuent l'ensemble des tournages dans le strict respect des gestes barrière.

Newen poursuit sa stratégie de croissance à l'international. Dans le cadre d'une activité globale en hausse de 48 %, la part de l'international dans le chiffre d'affaires est de 40 %.

Au premier semestre, plusieurs productions ont été confirmées pour les plateformes pure players, telles que Diamonds au premier trimestre pour Netflix et, plus récemment, Liaison, série commandée par Apple TV+ et co-produite par Ringside Studios et Léonis Productions.

¹ Source : Médiametrie-Médiamat

Le résultat opérationnel courant de ce pôle s'établit à 22 millions d'euros, en forte hausse de 25 millions d'euros par rapport à fin juin 2020. La marge opérationnelle courante est de 15 %, contre -3 % à fin juin 2020.

3.4.3. Perspectives

Les perspectives ci-dessous s'entendent hors nouvelle évolution défavorable de la situation sanitaire.

La création du secteur Média permettra au groupe de développer de nouvelles synergies et se renforcer sur tous les canaux de diffusion de contenus.

Compte tenu du regroupement des activités digitales au sein du secteur Média, le groupe TF1 ne retient plus la *guidance* annoncée en février 2021 concernant la marge opérationnelle courante du secteur Unify.

Newen Studios poursuivra l'objectif d'augmentation de son chiffre d'affaires à l'international et d'accroissement de son carnet de commandes avec les plateformes *pure players*.

Fort de ce regroupement au potentiel de synergies élevé, et de la reprise de l'activité de production, le groupe TF1 prévoit un taux de marge opérationnelle courante à deux chiffres dès 2021, de l'ordre de celui de 2019.

3.5. Bouygues Telecom

Acteur majeur des télécoms en France, Bouygues Telecom propose des réseaux, des offres et une expérience de qualité, adaptés aux besoins et aux attentes de ses plus de 25 millions¹ de clients, permettant à chacun de se connecter à ses proches. Responsable et engagé, Bouygues Telecom facilite l'accès à un numérique de qualité pour tous, tout en maîtrisant les impacts liés à son activité.

3.5.1. Chiffres clés

CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)	1er SEMESTRE 2020	1er SEMESTRE 2021	VARIATION
Chiffre d'affaires	3 042	3 471	+14% ^a
<i>Dont chiffre d'affaires Services</i>	2 404	2 743	+14%
<i>Dont chiffres d'affaires Autres</i>	638	728	+14%
EBITDA après Loyer	711 ^b	758	+47 M€
<i>EBITDA après Loyer/Chiffre d'affaires Services</i>	29,6%	27,6%	-2 pts
Résultat opérationnel courant	253	244	-9 M€
Résultat opérationnel	254 ^c	335 ^c	+81 M€
Résultat net part du Groupe	157	220	+63 M€
Investissement d'exploitation bruts	581	754	+173 M€
Cessions	194 ^d	172 ^d	-22 M€

(a) +5 % à périmètre et change constant

(b) Dont 17 M€ de plus-value de cession des prises FTTH (SDAIF)

(c) Dont 1 M€ de résultat non-courant au premier semestre 2020 et 91 M€ de résultat non-courant au premier semestre 2021 essentiellement liés à la plus-value de cession de data centers

(d) Dont 185 M€ de cessions liées à Astérix au premier semestre 2020 et 168 M€ liés à la cession de datacenters au premier semestre 2021

Dans un environnement toujours affecté par la pandémie, Bouygues Telecom réalise au premier semestre 2021 un chiffre d'affaires de 3 471 millions d'euros, en croissance de 14 % par rapport au premier semestre 2020 (+5 % à

¹ Y compris les 2,1 millions de clients de BTBD

périmètre et change constant). Cette performance s'explique par l'évolution des chiffres d'affaires Services et Autres.

Le chiffre d'affaires Services ressort à 2 743 millions d'euros, en hausse de 14 % sur un an, bénéficiant de la croissance des parcs clients Mobile et Fixe et de l'amélioration des ABPU Mobile (hors impact *roaming*) et Fixe sur un an. Hors effet de périmètre (intégration de BTBD au 1^{er} janvier 2021), il augmente de 5 % sur le semestre, en ligne avec l'objectif annuel.

Le chiffre d'affaires Services Mobile progresse de 17 % sur le premier semestre 2021 par rapport au premier semestre 2020, notamment du fait de l'intégration de BTBD.

Le chiffre d'affaires Services Fixe augmente, quant à lui, de 9 % sur la même période.

Enfin, le chiffre d'affaires Autres progresse de 14 % sur la période, tiré par la croissance du chiffre d'affaires Terminaux.

L'EBITDA après Loyer du premier semestre 2021 s'élève à 758 millions d'euros, en augmentation de 47 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020.

Comme attendu, la marge d'EBITDA après Loyer diminue par rapport au premier semestre 2020 (27,6 % vs 29,6 %), impactée par l'effet dilutif de l'intégration de BTBD, un effet mix lié à la montée en puissance du FTTH (marge brute inférieure à celle du Mobile) et à des revenus *roaming* moindres au premier semestre 2021 par rapport au premier semestre 2020 (-10 millions d'euros). Pour rappel, au second trimestre 2020, l'EBITDA après loyer comprenait une plus-value de 17 millions d'euros liée à la cession de prises FTTH (SDAIF).

Le résultat opérationnel courant ressort à 244 millions d'euros, en baisse de 9 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020. Le résultat opérationnel s'établit à 335 millions d'euros au premier semestre 2021. Il intègre 91 millions d'euros de résultat non-courant essentiellement liés à la plus-value de cession de *datacenters*, contre 1 million d'euros au premier semestre 2020.

Les investissements d'exploitation bruts ressortent à 754 millions d'euros à fin juin 2021, en hausse de 173 millions d'euros sur un an, en lien avec la stratégie de renforcement de la qualité des réseaux et les investissements nécessaires à l'intégration de BTBD et au déploiement de la 5G. Sur la même période, les cessions atteignent 172 millions d'euros, essentiellement liées aux *datacenters*.

À 220 millions d'euros, le résultat net part du Groupe est en hausse de 63 millions d'euros comparé au premier semestre 2020.

3.5.2. Faits marquants du semestre

- Le 14 avril, présentation de la première cabine de télémédecine connectée en 5G avec H4D ;
- Le 6 mai, signature d'un accord de financement avec la BEI pour 350 millions d'euros ;
- Le 19 mai, réouverture de la totalité des boutiques après le troisième confinement ;
- Le 25 mai, lancement du programme Solutions Smartphone Durable dans le cadre de sa stratégie climat ;
- Le 31 mai, lancement de Bouygues Telecom Entreprises Oncloud, entité indépendante spécialisée dans l'hébergement et le *cloud computing* ;
- Le 31 mai, annonce d'un accord de partenariat avec le groupe Capgemini visant à offrir aux entreprises de nouvelles solutions 5G et un accompagnement dans l'adoption de nouveaux usages.

Malgré la crise sanitaire, Bouygues Telecom a dépassé ses engagements de déploiement de sites 4G prioritaires¹ dans le cadre du *New Deal*. Au 31 mars 2021, l'opérateur a déployé 184 sites 4G pour une obligation de 132 sites.

¹ Un dispositif de la "couverture ciblée" permet aux élus locaux de déterminer les zones à couvrir prioritairement

Bouygues Telecom a également démontré sa capacité à maintenir la qualité et la fiabilité de ses réseaux Mobile et Fixe. D'après les résultats annuels 2020 de la plateforme¹ « J'alerte l'Arcep », l'opérateur présente le plus faible taux d'alerte² comparé à ses concurrents.

Au cœur de sa stratégie de proximité et d'attention aux clients, Bouygues Telecom continue à accroître son réseau de boutiques. Ainsi, 6 nouvelles boutiques ont été ouvertes dans le sud de la France depuis le début de l'année et 8 boutiques supplémentaires ouvriront au second semestre en régions, dont une boutique Premium de plus de 100 m² à Nice.

Au 30 juin 2021, Bouygues Telecom compte 21,4 millions de clients Mobile dont 14,5 millions de clients Forfait Mobile hors MtoM³. Bouygues Telecom a acquis 2,3 millions de nouveaux clients Forfaits Mobile hors MtoM par rapport à fin décembre 2020, dont près de 2,1 millions suite à l'intégration de BTBD. Par ailleurs, l'opérateur a attiré 258 000 nouveaux clients sur le premier semestre 2021.

Le parc total Fixe s'élève à 4,3 millions de clients à fin juin 2021 (+131 000 clients au premier semestre 2021). Le parc de clients FTTH⁴ s'élève à 1,9 million de clients et affiche une croissance nette de +346 000 clients sur le premier semestre 2021, dont +157 000 au deuxième trimestre. 45 % des clients Fixe possèdent désormais une offre FTTH, contre 30 % un an auparavant. À fin mars, la part de marché FTTH nationale de Bouygues Telecom s'élève à 15,6 %⁵, supérieure à sa part de marché DSL. Bouygues Telecom rattrape ainsi l'écart avec ses concurrents.

Stratégie climat

Au cours du premier semestre 2021, Bouygues Telecom a également précisé les trois axes de sa stratégie climat 2020-2030 :

- Agir ensemble pour des installations plus efficaces énergétiquement et moins carbonées ;
- Agir ensemble pour des produits et services plus durables ;
- Agir ensemble pour des usages plus responsables.

Sa stratégie climat comprend les objectifs suivants :

- Réduire de 50 % ses émissions directes d'ici 2030 (scopes 1 & 2)⁶ avec un objectif de contribuer à une neutralité carbone globale d'ici 2040 ;
- Réduire de 30 % ses émissions indirectes (scope 3)⁷ à horizon 2030 ;
- Financement des énergies renouvelables à hauteur de plus de 50 % de sa consommation dès 2021.

Bouygues Telecom confirme son engagement envers un numérique plus positif pour la planète et annonce passer à 100 % d'énergies renouvelables dès 2021⁸.

Dans cette logique, l'opérateur a signé le 28 mai avec le groupe EDF un premier contrat d'achat d'électricité renouvelable d'origine éolienne (PPA⁹) ayant pour objectif de couvrir plus de 10 % des consommations électriques de Bouygues Telecom d'ici 2024.

¹ Cette plateforme permet aux particuliers, entreprises et collectivités de signaler au régulateur les dysfonctionnements dans les services Fixe, Mobile et Internet

² Nombre de signalements reçus rapporté au nombre de clients

³ Machine to Machine

⁴ Fiber To The Home

⁵ Volumes de l'Observatoire de l'Arcep au premier trimestre 2021

⁶ Les scopes désignent les périmètres sur lesquels sont étudiées les provenances des émissions carbone. Le scope 1 correspond aux émissions directes, le scope 2 aux émissions indirectes liées aux consommations d'énergie

⁷ Le scope 3 correspond aux autres émissions indirectes

⁸ 100 % de l'énergie fournie par les fournisseurs d'électricité sera renouvelable, accord signé pour les années 2021, 2022, 2023 et 2024

⁹ Power Purchase Agreement

Bouygues Telecom a également lancé la première édition de Solutions Smartphone Durable, un programme de sensibilisation des consommateurs aux différents dispositifs proposés par la société afin de prolonger la vie de leurs smartphones ou de les recycler (Réparation, Reprise, Reconditionnement, Recyclage).

3.5.3. Perspectives

Bouygues Telecom confirme ses objectifs pour l'année 2021 :

- Une croissance organique du chiffre d'affaires Services estimée à environ 5 %, malgré les impacts de la pandémie sur les usages roaming ;
- Une progression de l'EBITDA après Loyer (y compris BTBD) d'environ 7 % ;
- Des investissements nets de l'ordre de 1,3 milliards d'euros (hors fréquences 5G) permettant d'anticiper la croissance de la base de clients Mobile et Fixe et des usages.

Pour rappel, les objectifs financiers du plan Ambition 2026 sont :

- Un chiffre d'affaires Services supérieur à 7 milliards d'euros ;
- Un EBITDA après Loyer d'environ 2,5 milliards d'euros avec une marge d'EBITDA après Loyer d'environ 35 % ;
- Un cash-flow libre d'environ 600 millions d'euros.

3.6. Bouygues SA

Au titre du premier semestre 2021, le résultat net de Bouygues SA en normes françaises est de 610 millions d'euros, soit une hausse de 684 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des dividendes perçus pour 554 millions d'euros, la distribution des dividendes 2019 au sein du Groupe ayant été faite principalement en septembre 2020, et par l'impact net de frais des cessions de titres Alstom réalisées au premier semestre 2021 pour 112 millions d'euros.

3.7. Risques et incertitudes

La section « Facteurs de risques » (Chapitre 4) du Document d'enregistrement universel 2020 contient une description des facteurs de risque auxquels le Groupe est exposé.

Il n'y a pas eu d'évolution significative des facteurs de risques au cours du premier semestre 2021.

S'agissant des différends et litiges, les évolutions significatives portent sur les dossiers suivants :

3.7.1. BOUYGUES CONSTRUCTION

France : METP Île-de-France

À la suite d'une décision du Conseil de la concurrence intervenue le 9 mai 2007, la Région Île-de-France avait mené, courant 2008, une série de procédures visant à obtenir réparation du préjudice qu'elle estimait avoir subi du fait des pratiques anticoncurrentielles des entreprises du secteur à l'occasion de l'attribution des différents marchés de rénovation des lycées en Île-de-France.

Le Tribunal des conflits ayant jugé, le 16 novembre 2015, que ce litige relevait des juridictions administratives, la Région Île-de-France avait, le 28 mars 2017, saisi le Tribunal administratif de Paris de plusieurs requêtes indemnitaires (une par lycée concerné) aux fins de condamnation *in solidum* des co-auteurs du dommage au paiement d'une indemnité d'un montant de 16,4 % du prix payé pour chaque lycée.

Par plusieurs jugements en date du 29 juillet 2019, le Tribunal administratif de Paris a déclaré prescrites les actions indemnitaires engagées. En octobre 2019, la Région Île-de-France a interjeté appel de ces décisions.

Le 19 février 2021, la Cour administrative d'appel a rendu un arrêt considérant que l'action en responsabilité de la Région Île-de-France n'était pas atteinte par la prescription et ordonnant une mesure d'expertise, avec faculté pour l'expert de procéder à une médiation.

Un pourvoi en cassation a été formé le 19 avril 2021 contre l'arrêt de la Cour administrative d'appel par les sociétés du groupe concernées.

France : Eole

À la suite d'une décision du 21 mars 2006 du Conseil de la concurrence ayant sanctionné plusieurs sociétés pour ententes à l'occasion de l'attribution de différents lots relatifs au projet Eole (Est-Ouest-Liaison Express), la SNCF a engagé, le 21 mars 2011, un contentieux indemnitaire devant le Tribunal administratif de Paris visant à obtenir réparation du préjudice qu'elle estime avoir subi.

Par décisions du 31 mai 2016 et du 29 décembre 2017, le Tribunal administratif de Paris et la Cour administrative d'appel de Paris ont rejeté l'ensemble des demandes de la SNCF, estimant que la prescription était acquise.

Saisi par SNCF Mobilités, le Conseil d'État, par une décision en date du 22 novembre 2019, a annulé l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris, au motif que l'action en nullité du contrat était prescrite, mais pas l'action quasi-délictuelle.

Par ordonnance en date du 31 mai 2021, le Tribunal a pris acte du désistement des parties à cette instance. Le dossier est donc clos.

Singapour : tour Centennial

Ce litige fait suite à la chute en 2004, puis en 2011, de panneaux de façade de la tour Centennial livrée en 1997.

Le 3 juillet 2019, la « Court of Appeal » de Singapour a confirmé la décision de première instance déclarant Dragages Singapour responsable des travaux de réfection du bardage de la façade de la tour. Cette décision est insusceptible de recours. Les modalités de ces travaux et le quantum restent à déterminer par le Tribunal de Singapour.

Irlande : Gemini data centre

Fin 2016, St Stephen's Green Funds ICAV a confié à Bouygues E&S Ireland Limited un marché portant sur la conception et la construction d'un data centre (centre de données).

L'alimentation en énergie du chantier dépendait de l'installation d'une sous-station de production d'électricité. L'installation de cette sous-station, confiée par ICAV à un tiers, a connu des retards. Cette situation a eu un impact sur l'exécution du marché et a conduit ICAV à appliquer des pénalités, à résilier le marché et à réclamer à Bouygues E&S Ireland l'indemnisation d'un préjudice allégué.

Dans ce contexte, trois adjudications ont été menées, reconnaissant *in fine* le droit d'ICAV à appliquer des pénalités de retard à Bouygues E&S Ireland. Le 4 novembre 2019, Bouygues E&S Ireland a engagé un arbitrage en vue de contester l'application des pénalités et de formuler une demande indemnitaire.

Des audiences se sont tenues entre le 12 et le 30 avril 2021. Les derniers mémoires ont été déposés le 24 mai 2021.

La décision du Tribunal est attendue en octobre 2021.

Monaco : extension en mer

Dans le cadre du projet d'extension en mer de Monaco, Bouygues Travaux Publics (dans le cadre d'une joint-venture) a confié à Jan De Nul, le 9 janvier 2017, un contrat de sous-traitance portant sur des prestations de dragage et de remblais d'assise technique et hydraulique.

Jan De Nul n'ayant pas livré des matériaux conformes au cahier des charges contractuel, Bouygues Travaux Publics a procédé à la substitution de Jan De Nul pour cette tâche. Le 20 décembre 2019, Jan De Nul, contestant cette démarche, a résilié le contrat aux torts de Bouygues Travaux Publics.

En conséquence, un litige est né entre les parties, chacune réclamant à l'autre l'indemnisation des préjudices qu'elle a subis. Ce différend fait l'objet d'un arbitrage selon les règles de la chambre de commerce internationale.

Un tribunal arbitral a été constitué le 13 mai 2020. Les audiences se sont tenues début juillet 2021. La décision du tribunal est attendue en octobre 2021.

3.7.2. BOUYGUES TELECOM

Radioélectrique

- En mai 2020, un groupe de 500 personnes physiques avait assigné les quatre opérateurs de réseaux mobiles (Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free Mobile) en référé devant le Tribunal judiciaire de Paris, pour demander la désignation d'un expert judiciaire sur les impacts de la 5G. Dans une décision rendue le 16 mars 2021, le Tribunal judiciaire de Paris s'est déclaré incompétent pour ordonner une mesure d'investigation générale sur la 5G. Une partie des demandeurs initiaux a fait appel de cette décision. La procédure se poursuit devant la Cour d'appel de Paris.

Réglementaire

- Le 23 juillet 2020, Bouygues Telecom avait déposé, auprès du Conseil d'Etat, un recours pour excès de pouvoir à l'encontre du décret et de l'arrêté d'application de la loi n° 2019-810 du 1^{er} août 2019 visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles. Dans une décision du 8 avril 2021, le Conseil d'Etat a rejeté ce recours, estimant notamment que le dispositif issu de la loi du 1^{er} août 2019 est proportionné puisqu'il n'exclut pas la possibilité pour les opérateurs d'être indemnisés du dommage grave et spécial résultant de son application.
- Le 1^{er} mars 2021, Bouygues Telecom a fait appel du jugement du Tribunal administratif de Paris en date du 29 décembre 2020 rejetant sa demande de condamner l'Etat à lui verser la somme de 2,285 milliards d'euros en réparation des préjudices causés par le défaut de régulation, de 2011 à 2015, de l'accord d'itinérance conclu entre les sociétés Free Mobile et Orange.
- En avril 2021, Bouygues Telecom a assigné la société Orange devant le Tribunal de commerce de Paris pour obtenir réparation de son préjudice résultant des manquements d'Orange à ses obligations essentielles d'accès à la boucle locale en cuivre, pour lesquels l'Arcep l'avait mise en demeure dans sa décision n° 2018-1596-RDPI.
- Le 21 mai 2021, la société Free Mobile a déposé devant le Tribunal administratif de Paris un recours en excès de pouvoir contre les décisions du Premier Ministre autorisant Bouygues Telecom, en application de l'article L. 34-11 du code des postes et des communications électroniques, à exploiter des équipements radio 5G de marque Huawei dans des zones non denses du territoire. La société Free Mobile demande l'annulation et le retrait de ces décisions, au motif notamment qu'elles créeraient un traitement discriminatoire entre Bouygues Telecom et Free Mobile.

3.7.3. TF1

Contentieux Molotov TV

Les chaînes du groupe TF1 ont engagé, le 1^{er} juillet 2019, une procédure en contrefaçon devant le Tribunal judiciaire de Paris contre Molotov au motif que cette société continue à diffuser et exploiter ces chaînes, sans autorisation, par des moyens détournés et avec la complicité de tiers. Le juge de la mise en état a prononcé la clôture de cette affaire et fixé les plaidoiries au mois de novembre 2021, de sorte que le jugement devrait intervenir fin d'année 2021. Cette procédure a également donné lieu à une saisine par les chaînes du groupe TF1 du juge de la mise en état du Tribunal Judiciaire de Paris, le 18 novembre 2020, afin qu'il ordonne à titre conservatoire à Molotov TV de cesser d'utiliser les marques des chaînes en clair. Le juge y a répondu favorablement le 18 décembre 2020.

Dans le prolongement de cette démarche, les chaînes du groupe TF1 ont engagé le 27 mai 2021, une procédure en contrefaçon et parasitisme devant le Tribunal judiciaire de Nanterre à l'encontre de la société Panasonic, du fait d'un partenariat entre la société Panasonic et la société Molotov TV donnant accès aux chaînes du groupe TF1, sans leurs autorisations, par la solution Molotov source TV.

De son côté, la société Molotov TV a saisi l'Autorité de la concurrence, le 12 juillet 2019, d'une plainte, assortie d'une demande de mesures conservatoires relative à des pratiques des sociétés TF1 et M6 dans le secteur de l'édition et de la commercialisation de chaînes de télévision (suite notamment au refus de TF1 d'autoriser Molotov à diffuser gratuitement les chaînes du groupe TF1). Le 30 avril 2020, l'Autorité de la concurrence a rejeté la saisine de la société Molotov TV. Cette décision de l'Autorité a fait l'objet d'un appel par Molotov devant la Cour d'appel de Paris en annulation et en réformation de la décision de l'Autorité de la concurrence. La Cour d'appel de Paris devrait rendre sa décision en septembre 2021.

La société Molotov TV a également saisi l'Autorité de la concurrence, le 16 juin 2020, pour non-respect par les sociétés TF1, M6 et France Télévisions, des engagements pris dans le cadre de la procédure d'autorisation SALTO, avec demande de procédure de sanction à leur encontre. En raison du silence de l'Autorité de la concurrence, la société Molotov TV a déposé une requête devant le Conseil d'Etat, le 16 octobre 2020, contre la décision implicite de rejet née de ce silence de l'Autorité de la concurrence.

Par la suite, Molotov TV a assigné, le 10 novembre 2020, TF1 et TF1 Distribution devant le Tribunal de commerce de Paris en vue de l'obtention de dommages et intérêts et astreintes. Molotov TV soutient que l'offre de distribution de TF1 Distribution la soumettrait à des obligations déséquilibrées, visant à obtenir un avantage sans contrepartie. Cette offre violerait selon Molotov TV les engagements pris par TF1 dans le cadre de l'autorisation SALTO.

Plainte et réclamation auprès de la CNIL

L'ONG « Privacy International » a saisi la CNIL, le 26 juin 2020, d'une demande d'enquête sur la conformité du site Doctissimo avec le Règlement Général de Protection des Données (RGPD).

En réponse à ces allégations, Doctissimo a adressé un courrier à la CNIL afin de clarifier certains points de la demande d'enquête et d'informer la CNIL de l'état de déploiement du RGPD au sein du site.

La CNIL a diligenté une procédure de vérification des traitements de données à caractère personnel accessibles depuis le site doctissimo.fr, qui est en cours.

Par ailleurs, la plainte initiée par la CNIL en juin 2020 relative aux modalités de dépôt de cookies sur le service MyTF1 édité par la société e-TF1 a été classée sans suite.

3.8. Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2021, aucune transaction entre parties liées de nature à influencer significativement sur la situation financière ou les résultats de Bouygues n'a été conclue ; de même, aucune modification des transactions entre parties liées, de nature à influencer significativement sur la situation financière ou les résultats de Bouygues, n'est intervenue au cours de cette période. Conformément aux dispositions des conventions autorisées par le

conseil d'administration et approuvées par l'assemblée générale des actionnaires, Bouygues a fourni des prestations de service aux différents sous-groupes, principalement dans le domaine du management, des ressources humaines, de l'informatique et de la finance.

Les informations relatives aux transactions entre parties liées figurent dans la note 13 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés.

3.9. Évènements récents - Principaux événements depuis le 1^{er} juillet 2021

- Le 2 juillet, Bouygues Construction présente son offre de santé à l'occasion de l'AMIF (association des maires d'Ile-de-France) les 30 juin et 1^{er} juillet, qui s'inscrit dans sa démarche NewCare pour le développement de territoires et d'espaces favorables au bien-être et à la santé. Ce programme a pour but de déployer 2 000 maisons de santé pluriprofessionnelles en France d'ici à 2022 pour renforcer la médecine de proximité.
- Le 8 juillet, Bouygues Télécom lance son offre de TV segmentée avec les régies de France Télévisions, du groupe M6 et du groupe TF1. La TV segmentée devient aujourd'hui une réalité pour 1,5 millions de foyers équipés en box Bouygues Télécom. Concrètement, ceux qui ont consenti à l'utilisation de leurs données dans un cadre publicitaire pourront être exposés à des écrans personnalisés suivant des critères de ciblage précis comme le lieu d'habitation, l'affinité au programme ou les centres d'intérêts par exemple. Cette offre est disponible pour les annonceurs des régies publicitaires de France Télévisions, du groupe M6 et du groupe TF1.
- Le 8 juillet, à la suite du communiqué de presse du lundi 17 mai 2021 relatif au projet de rapprochement des groupes TF1 et M6, les instances représentatives du personnel de Bouygues, TF1 et M6 ont rendu leur avis le 24 juin 2021 et approuvé unanimement le projet.

Le groupe Bouygues et RTL Group d'une part et TF1 et M6 d'autre part annoncent, ainsi, la signature entre eux des accords relatifs au rapprochement des groupes TF1 et M6.

- Le 12 juillet, le groupement SOMO Findel Airport Consortium, composé de Colas (mandataire), Felix Giorgetti SARL, C. Karp-Kneip Constructions SA, et JDC Airports SA, vient de démarrer les travaux de réfection de la piste de l'aéroport de Luxembourg. Ce projet représente pour le client, lux-Airport, un investissement total de 150 millions d'euros.
- Le 15 juillet, à la suite de la signature, le 20 mai dernier, de la déclaration relative à la téléphonie mobile avec la mairie de Lille, Bouygues Telecom confirme l'ouverture de son réseau 5G. Ainsi, ce sont 9 Lillois sur 10 qui pourront bénéficier de la qualité du réseau 5G de Bouygues Telecom.
- Le 20 juillet, Bouygues Construction est désigné lauréat de la nouvelle cité administrative de Lille. D'un montant global de 107 millions d'euros pour le groupement (part Bouygues Construction de 99,8 millions d'euros), ce projet allie la performance énergétique à la qualité environnementale et d'usage.
- Le 21 juillet, dans le cadre des JO Paris 2024, Colas, via Mobility by Colas, intégrateur et opérateur de services numériques de mobilité, a signé un contrat cadre avec la Société de livraison des ouvrages olympiques (SOLIDEO) pour la régulation des flux logistiques. Ce contrat comprend la mise en place, le déploiement et l'exploitation sur une durée minimale de 15 mois d'un service de régulation des flux logistiques du « dernier kilomètre », grâce à l'utilisation de la solution Qievo.
- Le 26 juillet, le groupe Bouygues annonce renforcer sa politique handicap en soutenant six athlètes handisport. Bouygues SA et ses cinq filiales Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas, TF1 et

Bouygues Telecom. Par leur parcours et leur personnalité, ces grands champions français incarnent l'ambition et l'impulsion que le Groupe et ses filiales entendent donner à leur politique Handicap. Ces athlètes représentent la France cet été au Japon.

- Le 17 août, Bouygues Telecom lance le forfait qui grandit avec les ados et propose aux parents d'adolescents le forfait Sensation évolutif 1 à 10 GO, compagnon idéal du premier smartphone. Les parents disposent pour la première fois d'une solution simple et efficace pour accompagner au mieux leurs ados vers l'autonomie numérique grâce à une enveloppe data progressive en France métropolitaine.

4. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS

COMPTES CONSOLIDÉS

Bilan consolidé (en millions d'euros)

ACTIF	Note Annexe	30/06/2021 net	31/12/2020 net	30/06/2020 net retraité *
Immobilisations corporelles		7 670	7 486	7 366
Droits d'utilisation des actifs loués		1 698	1 668	1 673
Immobilisations incorporelles		2 783	2 694	2 121
Goodwill	3.1	7 132	7 232	6 555
Coentreprises et entités associées	3.2	799	1 542	1 837
Autres actifs financiers non courants		510	529	483
Impôts différés actifs		350	346	461
ACTIF NON COURANT		20 942	21 497	20 496
Stocks		2 967	2 839	3 257
Avances et acomptes versés sur commandes		347	398	455
Clients et comptes rattachés		6 893	5 890	6 434
Actifs sur contrats clients		3 088	2 448	2 669
Actifs d'impôt courants		228	213	304
Autres créances courantes		3 678	3 046	3 276
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	3 904	4 224	4 676
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	7	15	11	11
Autres actifs financiers courants		23	16	9
ACTIF COURANT		21 143	19 085	21 091
Actifs ou activités détenus en vue de la vente		12	41	
TOTAL ACTIF		42 097	40 623	41 587

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	Note Annexe	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020 retraité *
Capital social	4	381	381	380
Primes et réserves		9 423	9 354	9 956
Réserve de conversion		35	(91)	(42)
Actions propres détenues				
Résultat net part du Groupe	11	408	696	(244)
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		10 247	10 340	10 050
Participations ne donnant pas le contrôle		1 463	1 463	1 401
CAPITAUX PROPRES		11 710	11 803	11 451
Dettes financières non courantes	6.1/7	5 206	5 544	6 346
Obligations locatives non courantes		1 411	1 374	1 388
Provisions non courantes	5.1	2 289	2 245	2 196
Impôts différés passifs		305	273	346
PASSIF NON COURANT		9 211	9 436	10 276
Dettes financières courantes	6.1/7	1 199	474	2 006
Obligations locatives courantes		366	359	345
Passifs d'impôt courants		149	165	166
Fournisseurs et comptes rattachés		7 639	7 200	6 842
Passifs sur contrats clients		4 212	4 098	3 973
Provisions courantes	5.2	1 256	1 242	1 094
Autres passifs courants		6 020	5 629	5 173
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	7	314	187	228
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	7	13	11	12
Autres passifs financiers courants		8	19	21
PASSIF COURANT		21 176	19 384	19 860
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente				
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		42 097	40 623	41 587
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	7/11	(2 813)	(1 981)	(3 905)

(a) Les droits d'utilisation et les obligations locatives au 30 juin 2020 ont été retraités des effets de l'application des conclusions de l'IFRS IC relatives aux durées des locations.

Compte de résultat consolidé (en millions d'euros)

		1 ^{er} semestre		2 ^{eme} trimestre		Exercice
	Note Annexe	2021	2020	2021	2020	2020
CHIFFRE D'AFFAIRES *	8/11	17 417	14 758	9 675	7 539	34 694
Autres produits de l'activité		27	36	17	16	66
Achats consommés		(7 491)	(6 322)	(4 169)	(3 224)	(15 193)
Charges de personnel		(4 223)	(3 925)	(2 254)	(1 979)	(8 090)
Charges externes		(4 113)	(3 528)	(2 205)	(1 707)	(7 591)
Impôts et taxes		(348)	(344)	(124)	(106)	(618)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(989)	(846)	(527)	(443)	(1 832)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des droits d'utilisation des actifs loués		(168)	(184)	(86)	(96)	(359)
Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées		(127)	(81)	(120)	(86)	(558)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière		(37)	(44)	(28)	(24)	(202)
Autres produits d'exploitation ^b		924	709	586	406	1 802
Autres charges d'exploitation		(401)	(361)	(217)	(186)	(897)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	9/11	471	(132)	548	110	1 222
Autres produits opérationnels		97	7	35	4	86
Autres charges opérationnelles		(17)	(51)	(11)	(50)	(184)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	9/11	551	(176)	572	64	1 124
Produits financiers		13	15	8	2	32
Charges financières		(88)	(109)	(44)	(53)	(199)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET (+)		(75)	(94)	(36)	(51)	(167)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	11	(26)	(25)	(13)	(11)	(53)
Autres produits financiers		16	25	10	23	47
Autres charges financières		(35)	(38)	(21)	(26)	(80)
Impôt	10	(146)	12	(162)	(73)	(317)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	3.2/11	201	77	96	52	216
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		486	(219)	446	(22)	770
Résultat net des activités abandonnées						
RÉSULTAT NET		486	(219)	446	(22)	770
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	11	408	(244)	387	(40)	696
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		78	25	59	18	74
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (EN EUROS)		1,07	(0,64)	1,01	(0,10)	1,83
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)		1,07	(0,64)	1,01	(0,10)	1,83
(a) dont chiffre d'affaires réalisé à l'international		6 565	6 219	3 899	3 399	14 293
(b) dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres		131	147	77	79	326

État consolidé des produits et charges comptabilisés (en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre	Exercice
	2021	2020
	2021	2020
RÉSULTAT NET	486	(219)
Éléments non recyclables en résultat net		
Écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi		(32)
Réévaluation des placements en instruments de capitaux propres	5	(10)
Impôts sur éléments non recyclables en résultat net	(2)	3
Quote-part des produits et charges non recyclables des coentreprises et entités associées	(44)	9
Éléments recyclables en résultat net		
Écarts de conversion	60	(47)
Réévaluation des actifs de couverture	14	(2)
Impôts sur éléments recyclables en résultat net	(4)	(1)
Quote-part des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées	78	(35)
PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	107^a	(114)^b
PRODUITS ET CHARGES NETS COMPTABILISÉS	593	(333)
Produits et charges nets comptabilisés part du Groupe	508	(351)
Produits et charges nets comptabilisés des participations ne donnant pas le contrôle	85	18

(a) dont produits et charges comptabilisés au 2^{ème} trimestre 2021 = 11

(b) dont produits et charges comptabilisés au 2^{ème} trimestre 2020 = (71)

Variation des capitaux propres consolidés (en millions d'euros)

	Note Annexe	Capital - Prime d'émission	Réserves liées au capital et report à nouveau	Réserves et résultat consolidés	Actions propres détenues	Opérations affectées directement en capitaux propres	TOTAL GROUPE	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	TOTAL
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2019		2 749	2 736	5 091		(171)	10 405	1 395	11 800
Mouvements 1^{er} semestre 2020									
Résultat net				(244)			(244)	25	(219)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres						(107)	(107)	(7)	(114)
Résultat net et produits et charges comptabilisés ^b				(244)		(107)	(351)	18	(333)
Opérations nettes sur capital et réserves		3	1 166	(1 166)			3		3
Acquisitions et cessions d'actions propres				(2)			(2)		(2)
Acquisitions et cessions sans changement de contrôle				(5)			(5)		(5)
Distribution								(5)	(5)
Paielements fondés sur des actions				2			2		2
Autres opérations (changements de périmètre, autres opérations avec les actionnaires et divers)				(2)			(2)	(7)	(9)
SITUATION AU 30 JUIN 2020		2 752	3 902	3 674		(278)	10 050	1 401	11 451
Mouvements 2^{ème} semestre 2020									
Résultat net				940			940	49	989
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres						(80)	(80)	(9)	(89)
Résultat net et produits et charges comptabilisés ^b				940		(80)	860	40	900
Opérations nettes sur capital et réserves		19	(647)	647			19		19
Acquisitions et cessions d'actions propres				2			2		2
Acquisitions et cessions sans changement de contrôle				(8)			(8)	(3)	(11)
Distribution				(646)			(646)	(36)	(682)
Paielements fondés sur des actions				2			2	1	3
Autres opérations (changements de périmètre, autres opérations avec les actionnaires et divers)				61			61	60	121
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2020		2 771	3 255	4 672		(358)	10 340	1 463	11 803
Mouvements 1^{er} semestre 2021									
Résultat net				408			408	78	486
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	5.3					100 ^a	100	7 ^a	107
Résultat net et produits et charges comptabilisés ^b				408		100	508	85	593
Opérations nettes sur capital et réserves		6	50	(50)			6		6
Acquisitions et cessions d'actions propres				(17)			(17)		(17)
Acquisitions et cessions sans changement de contrôle	5.5			(5)			(5)	(6)	(11)
Distribution				(647)			(647)	(88)	(735)
Paielements fondés sur des actions	5.4			4			4		4
Autres opérations (changements de périmètre, autres opérations avec les actionnaires et divers)	5.5			58			58	9	67
SITUATION AU 30 JUIN 2021		2 777	3 305	4 423		(258)	10 247	1 463	11 710

(a) dont variation de la réserve de conversion

(b) voir état consolidé des produits et charges comptabilisés

	Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Sociétés contrôlées	57	3	60
Coentreprises et entités associées	69		69
	126	3	129

État consolidé des flux de trésorerie (en millions d'euros)

		1 ^{er} semestre	Exercice	
	Note Annexe	2021	2020	2020
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES				
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ				
Résultat net des activités poursuivies		486	(219)	770
Retraitements :				
Quote-part du résultat des coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus		(156)	(48)	(160)
Dividendes des sociétés non consolidées		(1)	(1)	(5)
Dotations (reprises) aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et aux provisions non courantes		1 001	845	1 956
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués		172	185	360
Plus et moins-values de cessions d'actifs		(165)	(50)	(144)
Impôt y compris dettes sur positions fiscales incertaines		146	(12)	317
Impôts décaissés		(170)	(129)	(367)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		(13)	2	(18)
CAF APRÈS COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET/PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET, CHARGES D'INTÉRÊTS SUR OBLIGATIONS LOCATIVES ET APRÈS IMPÔTS DÉCAISSÉS	11	1 300	573	2 709
Reclassement du coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net et des charges d'intérêts sur obligations locatives		101	119	220
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes *	11	(1 376)	(1 037)	477
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ		25	(345)	3 406
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT				
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	11	(1 054)	(857)	(2 648)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	11	264	250	428
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles		(98)	(381)	709
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés		(7)	(2)	(11)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés		6	1	2
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés				2
Prix d'acquisition des activités consolidées		(36)	(59)	(930)
Prix de cession des activités consolidées		1 022	59	646
Dettes nettes sur activités consolidées		11		258
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	7	(1)	4	(1)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées		54	(10)	(59)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		161	(995)	(1 604)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT				
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires		(18)	(12)	62
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(647)		(646)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle		(88)	(5)	(41)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	7	365	2 825	234
Remboursement des obligations locatives	11	(178)	(190)	(372)
Coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives		(101)	(119)	(220)
Autres flux liés aux opérations de financement			(38)	(38)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		(667)	2 461	(1 021)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES	7	34	(27)	(98)
VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE (A+B+C+D)		(447)	1 094	683
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE	7	4 037	3 354	3 354
Flux nets	7	(447)	1 094	683
Flux non monétaires				
Activité détenue en vue de la vente				
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE	7	3 590	4 448	4 037
II - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES				
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE				
Flux nets				
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE				

(a) définition de la variation du BFR lié à l'activité : actif courant - passif courant, hors impôts sur les sociétés, hors créances et dettes sur immobilisations, hors dettes financières courantes, hors obligations locatives courantes et hors instruments financiers sur couverture de dettes

SOMMAIRE

NOTE 1	FAITS SIGNIFICATIFS
NOTE 2	PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE.....
NOTE 3	ACTIF NON COURANT
NOTE 4	INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
NOTE 5	PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES
NOTE 6	DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES
NOTE 7	VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET.....
NOTE 8	CHIFFRE D'AFFAIRES
NOTE 9	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL.....
NOTE 10	IMPÔT
NOTE 11	INFORMATION SECTORIELLE
NOTE 12	ENGAGEMENTS HORS BILAN.....
NOTE 13	INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

Note 1 Faits significatifs

1.1 Faits significatifs du premier semestre 2021

Les principales opérations et acquisitions du premier semestre 2021 sont présentées ci-après :

- Le 29 janvier 2021, Alstom a annoncé l'acquisition de Bombardier Transport qui a été réalisée à travers deux augmentations de capital réservées à des affiliées de la Caisse de dépôt et placement du Québec et de Bombardier Inc. qui font suite à celle du 7 décembre 2020 pour 2 milliards d'euros (note 1.2 de l'annexe). Un profit de dilution de 56 millions d'euros a été comptabilisé dans le résultat consolidé du premier trimestre 2021 en « Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées » sur la base d'une valorisation par Alstom des 76 184 296 actions émises au cours du jour de la réalisation de l'acquisition, soit 3,4 milliards d'euros. À l'issue de ces opérations de capital, Bouygues détenait 6,35 % du capital social d'Alstom.

Le 10 mars 2021, Bouygues a annoncé la cession de 12 millions d'actions Alstom (représentant 3,23 % du capital social d'Alstom) pour un montant net de frais de 492 millions d'euros, dans le cadre d'un placement accéléré auprès d'investisseurs institutionnels. Une plus-value nette de frais et d'impôts de 59 millions d'euros a été comptabilisée dans le résultat consolidé du premier trimestre 2021 en « Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées ». À l'issue de cette opération, Bouygues détient 3,12 % du capital d'Alstom, qu'il s'est engagé à conserver au moins jusqu'au 12 mai 2021. Cette participation résiduelle était comptabilisée en titres mis en équivalence au 31 mars 2021.

Le 2 juin 2021, Bouygues a annoncé la cession de 11 millions d'actions Alstom (représentant 2,96 % du capital social d'Alstom) pour un montant net de frais de 492 millions d'euros, dans le cadre d'un placement accéléré auprès d'investisseurs institutionnels. Une plus-value nette de frais et d'impôts de 93 millions d'euros a été comptabilisée dans le résultat consolidé du deuxième trimestre 2021 en « Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées ». À l'issue de cette opération, Bouygues détient 0,16 % du capital d'Alstom. La perte de l'influence notable a entraîné le reclassement de la participation résiduelle en « Autres actifs financiers non courants » ainsi que sa réévaluation à la juste valeur en date du 2 juin 2021 pour 6 millions d'euros, comptabilisés en « Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées ».

- En mars 2021, Bouygues Telecom a cédé à Towerlink le bâti et les infrastructures passives de 7 sites MSC (*data centres*) pour 107 millions d'euros. Sur le deuxième trimestre 2021, 4 sites supplémentaires ont été cédés pour 61 millions d'euros et une plus-value de 97 millions d'euros a été comptabilisée en « Autres produits et charges d'exploitation » au 30 juin 2021. Trois sites sont classés au bilan en « Actifs ou activités détenus en vue de la vente » au 30 juin 2021.
- Le 27 avril 2021, TF1 a annoncé la prise d'une participation majoritaire de Newen dans le groupe iZen, acteur majeur de la production espagnole, en acquérant 65 % de son capital, au prix de 20 millions d'euros. Le groupe iZen emploie une quarantaine de collaborateurs et est également présent au Royaume-Uni. Son chiffre d'affaires moyen sur les trois derniers exercices s'élève à 35 millions d'euros. Les cédants et le groupe Newen ont conclu un pacte d'actionnaires qui définit notamment les modalités de paiement de compléments de prix et d'exercice de promesses par lesquelles les cédants disposent de la faculté de vendre, ou le Groupe TF1 d'acheter, des participations additionnelles de 15 % du capital en 2025, puis de 10 % du capital en 2028. À la date de prise de contrôle, dans l'attente de l'allocation du prix, un *goodwill* provisoire a été comptabilisé pour 15 millions d'euros et l'impact sur l'endettement net est de 29 millions d'euros, dont 9 millions d'euros de put sur minoritaires. La valorisation des compléments de prix et engagements sera finalisée au cours du second semestre.
- Le 17 mai 2021, TF1, M6, Bouygues et RTL Group ont annoncé avoir conclu des protocoles d'accord d'entrée en négociations exclusives pour fusionner les activités de TF1 et M6 et créer un groupe de médias français d'envergure. Sur la base des chiffres proforma 2020, le chiffre d'affaires de l'entité fusionnée s'élèverait à environ 3,4 milliards d'euros et

le résultat opérationnel courant combiné serait de l'ordre de 460 millions d'euros. Bouygues et RTL Group soutiennent l'opération, à l'issue de laquelle ils détiendraient respectivement 30 % et 16 % du nouveau groupe, après acquisition par Bouygues auprès de RTL Group de 11 % du nouveau groupe pour un montant de 641 millions d'euros. Bouygues détiendrait le contrôle et agirait en partenariat stratégique avec RTL Group dans le cadre d'une action de concert. Ce projet a été approuvé à l'unanimité par les Conseils d'administration de TF1, Bouygues et RTL Group et le Conseil de surveillance de M6. Il reste soumis à la consultation des instances représentatives du personnel (note 1.3 de l'annexe), à l'obtention des autorisations réglementaires (ADLC, CSA) et à la tenue des assemblées générales d'actionnaires. La finalisation de la transaction est attendue fin 2022.

- En juin 2021, Bouygues SA a acheté 350 000 de ses propres actions pour un montant de 12 millions d'euros. Les actions ainsi rachetées sont destinées à être annulées.

1.2 Faits significatifs du premier semestre 2020

Les principales opérations et acquisitions du premier semestre 2020 sont présentées ci-après :

- Le 30 janvier 2020, Bouygues Construction a été victime d'une attaque informatique de type *ransomware* (« rançongiciel ») causée par un logiciel malveillant. Dans un premier temps et par mesure de précaution, Bouygues Construction a arrêté son système d'information pour éviter toute propagation et des mesures spécifiques ont été prises pour assurer la continuité des activités, tant en France qu'à l'international. Les mesures nécessaires ont été immédiatement prises pour assurer la continuité de l'activité et reconstruire le système d'information. Aucun chantier n'a été arrêté. La mobilisation exceptionnelle de toute l'entreprise et d'experts internes et externes au groupe Bouygues a permis à Bouygues Construction de tenir ses engagements. Au 31 décembre 2020, tous les services et applications ont été restaurés. Les polices d'assurance ad hoc ont été activées et la plainte déposée auprès des autorités compétentes n'a pas pour l'instant abouti.
- Le 17 février 2020, Alstom a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec Bombardier Inc. et la Caisse de dépôt et placement du Québec pour l'acquisition de Bombardier Transport. Le prix pour l'acquisition de 100 % des actions de Bombardier Transport sera payé pour partie en numéraire et pour partie en actions nouvellement émises par Alstom. La réalisation de l'opération a eu lieu le 29 janvier 2021 (note 1.1 de l'annexe).

Le 3 novembre 2020, Bouygues a cédé 11 millions d'actions Alstom (représentant 4,8 % du capital social) pour un produit de cession net de frais de 450 millions d'euros. Une plus-value de 87 millions d'euros a été comptabilisée au titre de cette vente au quatrième trimestre 2020.

Le 16 novembre 2020, dans le cadre de son projet d'acquisition de Bombardier Transport, Alstom a annoncé une augmentation de capital pour un montant d'environ 2 milliards d'euros. Le 17 novembre 2020, Bouygues a cédé 16,45 millions de droits préférentiels de souscription Alstom (les « DPS ») au prix de 2,95 euros par DPS (soit un montant total d'environ 49 millions d'euros) dans le cadre d'un placement auprès d'investisseurs qualifiés par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres (le « Placement »). Bouygues a alors procédé au reclassement des DPS dans une proportion lui permettant de financer l'exercice du solde de ses DPS Alstom et ainsi de participer à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'Alstom dans le cadre d'une opération blanche. Cette opération confirme le soutien de Bouygues à la stratégie d'Alstom et au projet d'acquisition de Bombardier Transport, sans engager de capitaux supplémentaires. Le règlement-livraison du Placement a eu lieu le 19 novembre 2020. Bouygues a constaté un profit de dilution de 31 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. À l'issue de cette opération, Bouygues s'est engagé à conserver ses titres Alstom pendant une période de 90 jours se terminant le 7 mars 2021. Au 31 décembre 2020, la participation de Bouygues s'élève à 7,99 % du capital social d'Alstom.

Cette participation résiduelle était comptabilisée en titres mis en équivalence au 31 décembre 2020, l'influence notable étant caractérisée par la présence de Bouygues SA et d'Olivier Bouygues au conseil d'administration d'Alstom.

- Le 26 février 2020, Bouygues Telecom et Cellnex ont conclu un accord stratégique pour la création d'une société chargée du déploiement et de la commercialisation d'une infrastructure nationale de fibres optiques (FTTA et FTTO) et de la gestion de son exploitation. L'opération effective a eu lieu le 29 mai 2020. Bouygues Telecom a signé avec la société contrôlée par Cellnex un contrat de service à long terme. Le projet, d'une valeur d'environ 1 milliard d'euros sur 7 ans (horizon 2027), permettra à Bouygues Telecom de relier en fibre ses équipements réseau (antennes Mobile et NRO) afin de répondre à la croissance des usages data sur les réseaux et d'accroître son empreinte sur les marchés Entreprises et *Wholesale* Fixe. À fin décembre 2020, Bouygues Telecom a réalisé un investissement de 15 millions d'euros et détient 49 % de la société sur laquelle elle exerce une influence notable. Elle dispose d'une option d'achat des titres restants exerçable entre le 15 janvier et le 15 juin 2040, puis tous les 5 ans jusqu'en 2050, qui lui permettrait ainsi de prendre le contrôle de la société.
- Le 19 mars 2020, Bouygues Telecom et Phoenix Tower International, société américaine au portefeuille de Blackstone spécialisée dans la construction d'infrastructures mobiles, ont mis en œuvre un accord portant sur la création d'une société destinée à déployer jusqu'à environ 4 000 nouveaux sites Mobile sur 12 ans à travers la France en dehors des Zones Très Denses. Cette société, contrôlée par Phoenix Tower International, sera propriétaire des sites et gèrera leur exploitation. Certains sites seront déployés dans le cadre des obligations réglementaires du « *New Deal Mobile* » de Bouygues Telecom, portant sur l'amélioration ciblée de la couverture du réseau de radiotéléphonie Mobile et l'accélération du déploiement du réseau Mobile le long des axes de transport. Grâce à sa taille et sa couverture attractives, la société se positionne comme un opérateur d'infrastructures à fort potentiel sur le marché français. À fin décembre 2020, Bouygues Telecom a réalisé un investissement de 3 millions d'euros et détient 40 % de la société sur laquelle elle exerce une influence notable. Elle dispose d'une option d'achat de titres restants exerçable entre le 15 janvier et le 15 juillet 2034, puis tous les 5 ans jusqu'en 2049, qui lui permettrait ainsi de prendre le contrôle de la société.
- Le 7 avril 2020, Bouygues a émis un emprunt obligataire de 1 milliard d'euros à échéance 24 juillet 2028. Le coupon de cet emprunt est de 1,125 %.
- Le 23 avril 2020, Bouygues Telecom et Vauban Infrastructures Partners (Groupe BPCE) ont annoncé la signature d'un accord stratégique destiné à accélérer le déploiement des lignes FTTH dans les zones moyennement denses faisant l'objet d'un investissement privé et déployées par Orange (zone AMII et AMEL, soit environ 13 millions de prises). L'opération effective a eu lieu le 29 juin 2020. Bouygues Telecom a créé une société dédiée, la Société de Développement pour l'Accès à l'Infrastructure Fibre (SDAIF), et avait lancé, à la fin de l'année 2019, un appel d'offres à l'issue duquel Vauban Infrastructure Partners, agissant pour le compte de ses fonds, a été retenu comme actionnaire majoritaire de ladite société. Cette société sur laquelle Bouygues Telecom exerce une influence notable a notamment pour objet d'acquérir des droits d'accès de long terme auprès d'Orange, contribuant de cette manière au co-financement de la fibre optique aux côtés des principaux opérateurs français. Plus d'un milliard d'euros seront ainsi apportés dans les quatre prochaines années.

Lors de la création de la SDAIF, Vauban Infrastructure Partners et Bouygues Telecom se sont engagés à souscrire au capital de la société. Bouygues Telecom a également apporté un contrat de services avec un engagement de se fournir pendant trente ans uniquement auprès de la SDAIF pour les prises FTTH en zones moyennement denses à un tarif fixé à l'avance et un contrat d'approvisionnement permettant à la SDAIF d'acheter auprès d'Orange des prises FTTH. La SDAIF a également la faculté de proposer les mêmes services d'accès à des opérateurs tiers.

Cette opération valorise au 29 juin 2020 la quote-part de 49 % détenue par Bouygues Telecom dans la SDAIF à 295 millions d'euros dont 272 millions au titre des deux contrats apportés qui seront reconnus en résultat opérationnel courant sur la durée du contrat et 23 millions d'euros au titre de l'augmentation de capital qui sera réalisée par Bouygues Telecom. Au 31 décembre 2020, la quote-part détenue par Bouygues Telecom dans la SDAIF est valorisée à 286 millions d'euros.

Bouygues Telecom dispose d'une option pour racheter tout ou partie des titres de la société chaque année entre le 15 mars et le 15 juin de 2024 à 2027, puis tous les 5 ans de 2030 à 2050.

Bouygues Telecom a également cédé à la SDAIF ses droits d'accès déjà acquis auprès d'Orange enregistrant ainsi au second trimestre 2020 un produit de cession de 185 millions d'euros et une plus-value de cession en résultat opérationnel courant de 17 millions d'euros pour la part de 51 % non détenue par Bouygues Telecom.

- Le 17 juin 2020, la cour d'appel de Paris a condamné Orange à payer 250 millions d'euros de dommages et intérêts à Digicel, société à laquelle Bouygues Telecom avait vendu ses activités antillaises en 2006. L'accord de rachat par Digicel des activités antillaises de Bouygues Telecom prévoyait une rétrocession à Bouygues Telecom d'une partie de la condamnation financière perçue par Digicel.

Le 9 décembre 2020, un montant de 90 millions d'euros a été perçu en contrepartie de la mise en place d'une garantie à première demande sécurisant le remboursement par Bouygues Telecom de tout ou partie de la somme en cas de décision contraire de la cour de cassation. À ce stade du dossier, aucun profit n'a été enregistré dans les résultats du Groupe et le montant perçu a été comptabilisé au bilan en « Trésorerie et équivalents de trésorerie » en contrepartie des « Autres passifs courants ». Dans l'état des flux de trésorerie de l'exercice 2020, il a été classé en flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissements dans les « Prix de cession des titres consolidés ».

- Le 25 juin 2020, Bouygues Telecom et Euro-Information (filiale du groupe Crédit Mutuel) ont signé un protocole d'exclusivité en vue d'acquérir 100 % du capital de sa filiale Euro-Information Telecom (EIT), 1^{er} opérateur alternatif du marché, et de conclure un partenariat de distribution exclusif associant le Crédit Mutuel, le CIC et Bouygues Telecom. EIT compte plus de 2 millions de clients et a réalisé un chiffre d'affaires de 518 millions d'euros en 2019. L'opération effective a eu lieu le 31 décembre 2020, après obtention de l'accord de l'Autorité de la concurrence. Le prix d'acquisition comprend une part fixe de 596 millions d'euros payée au *closing* et une part complémentaire comprise entre 140 et 325 millions d'euros, conditionnée à l'atteinte de critères de performance économique et payable sur plusieurs années. L'acquisition a été financée pour partie par augmentation de capital souscrite par les actionnaires de Bouygues Telecom. À la date de prise de contrôle, dans l'attente de l'allocation du prix, un *goodwill* provisoire a été comptabilisé pour 756 millions d'euros et l'impact sur l'endettement net est de 827 millions d'euros, sur la base d'une estimation de compléments de prix intégrée en dettes financières. Au 30 juin 2021, le *goodwill* provisoire s'élève à 624 millions d'euros après allocation du prix d'acquisition réalisée sur le premier trimestre 2021.

- Conséquences de la pandémie de Covid-19

- Impacts sur les activités du Groupe

La pandémie de Covid-19 et les mesures de confinement en France et dans d'autres pays où il est présent ont entraîné une forte diminution de l'activité des métiers du Groupe en 2020. Cette diminution est concentrée sur le premier semestre de l'année 2020, l'activité et les résultats du second semestre 2020 ayant connu un fort redressement.

Les activités de construction ont été impactées en France par le quasi-arrêt des chantiers dès la deuxième quinzaine du mois de mars 2020 en lien avec le confinement, puis par le redémarrage progressif de l'activité à partir du 15 avril et le report du second tour des élections municipales à la fin du mois de juin. Dans une moindre mesure, le ralentissement, voire l'arrêt des activités dans un certain nombre d'autres pays (notamment Italie, Royaume-Uni, Canada, Suisse Romande, Singapour et Philippines) a pu être observé. À mi-juillet 2020, la quasi-totalité des sites ont rouvert en France et l'activité est revenue proche de la normale dans de nombreux autres pays. Mi-août, l'activité a également repris progressivement à Singapour. En France, il est à noter un fort rattrapage d'activité au cours du second semestre, favorisé par la signature d'un accord Groupe, ayant permis de recourir à plus d'heures et de journées de travail.

TF1 a été impacté par le report ou l'annulation massive des campagnes publicitaires à partir du mois de mars et plus fortement sur le deuxième trimestre, et par l'arrêt des tournages des activités de production pendant le confinement. Les tournages ont repris progressivement dès mi-mai. Parallèlement, les événements culturels programmés tels que les sorties de films en salles, les spectacles et les événements musicaux sont considérablement impactés ou restent à l'arrêt jusqu'à la fin de l'année. Toutefois, les résultats de l'année 2020 montrent que le groupe TF1 a su adapter sa grille de programmation et la gestion de ses coûts de programmes à ce contexte. Enfin, Bouygues Telecom a été plus faiblement

affecté par la Covid-19 (malgré la fermeture des boutiques pendant le confinement et la baisse du chiffre d'affaires Roaming en raison de la chute des voyages intercontinentaux et de la fermeture de certaines frontières).

Tout en gardant comme priorité la santé et la sécurité des salariés, sous-traitants et clients, tous les métiers de Bouygues ont redémarré progressivement leurs activités dès que cela a été possible et ont mis en place les actions nécessaires afin de limiter les impacts de la crise sur leur rentabilité (négociations avec les clients pour un partage des surcoûts Covid-19 et mesures d'économies dans les métiers).

Par ailleurs, face à cette crise sanitaire et au regard des incertitudes économiques qu'elle engendre, Bouygues a entendu démontrer sa responsabilité et sa solidarité face aux efforts importants qui sont demandés aux parties prenantes du Groupe, en particulier ses collaborateurs. Le Groupe a décidé de ne pas reporter le paiement des acomptes d'impôts sur les sociétés ni les cotisations aux organismes sociaux.

■ Estimation des impacts de la crise sanitaire liée à la Covid-19 sur l'année 2020

La pandémie de Covid-19 a entraîné une réduction du chiffre d'affaires. Le résultat opérationnel courant a été affecté par la perte de marge opérationnelle courante des métiers en lien avec cette baisse de chiffre d'affaires et avec les coûts inévitables dans les trois activités et cela, malgré les mesures de flexibilité mises en place. Ces coûts concernent principalement des coûts fixes de personnel (collaborateurs en activité partielle ou non occupés, nets le cas échéant d'indemnisations par l'État), des locaux ou matériels non utilisés, des mesures prises par le Groupe pour assurer la sécurité des collaborateurs sur site face aux risques sanitaires. Pour rappel, la variation du chiffre d'affaires du premier semestre 2020 par rapport à celui du premier semestre 2019 a été défavorablement impactée par la Covid-19 pour 2 780 millions d'euros. La variation du résultat opérationnel courant du premier semestre 2020 par rapport à celui du premier semestre 2019 a été défavorablement impactée par la Covid-19 pour 650 millions d'euros.

Estimation en millions d'euros	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel courant
Bouygues Construction	-1 250	-290
Bouygues Immobilier	-400	-50
Colas	-810	-190
Activités de construction	-2 460	-530
TF1	-250	-100
Bouygues Telecom	-70	-20

Compte tenu de la reprise des activités, il n'est plus possible d'isoler depuis le 1^{er} juillet 2020 la part qui serait imputable à la Covid-19 dans la variation de la performance par rapport à l'an dernier.

1.3 Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 30 juin 2021

- Le 8 juillet 2021, le groupe Bouygues et RTL Group d'une part et TF1 et M6 d'autre part ont annoncé la signature entre eux des accords relatifs au rapprochement des groupes TF1 et M6 (cf note 1.1 de l'annexe), à la suite de l'approbation unanime du projet par les instances représentatives du personnel de Bouygues, TF1 et M6 le 24 juin 2021. La réalisation définitive de l'opération reste soumise aux autres conditions présentées en note 1.1 de l'annexe.

Note 2 Principes et méthodes comptables du Groupe

2.1 Déclaration de conformité

Les comptes consolidés intermédiaires condensés de Bouygues et de ses filiales (« le Groupe ») au 30 juin 2021 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les comptes consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 présentés dans le document d'enregistrement universel déposé le 17 mars 2021 auprès de l'AMF.

Ils ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, les IAS (*International Accounting Standards*), complétées des interprétations formulées par l'ancien *International Financial Reporting Interpretations Committee* (« IFRIC »), à présent appelé *IFRS Interpretation Committee*, ou émises par l'organisme qui l'a précédé, le *Standing Interpretation Committee* (« SIC »), approuvées par l'Union européenne et applicables à cette date. Au 30 juin 2021, le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'Union européenne.

Les comptes sont présentés en millions d'euros (sauf mention contraire), devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe, et intègrent le bilan, le compte de résultat, l'état des produits et charges comptabilisés, le tableau de variation des capitaux propres, l'état des flux de trésorerie et l'annexe.

2.2 Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues SA et de ses cinq métiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 25 août 2021.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2021 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états financiers au 31 décembre 2020 et au 30 juin 2020 dont le bilan a été retraité pour tenir compte de la décision définitive de l'IFRS IC du 26 novembre 2019 et du relevé de conclusion de l'ANC du 3 juillet 2020 relatifs aux durées des contrats à retenir en IFRS 16. Cette conclusion a conduit le Groupe à réexaminer au quatrième trimestre 2020 les durées retenues pour les contrats de location. Après analyse, le seul métier impacté par cette décision est Bouygues Telecom, en particulier les durées retenues sur les sites radios ont été révisées à la hausse par cohérence avec les durées d'amortissement des agencements inamovibles. À ce titre, les droits d'utilisation et les obligations locatives ont été augmentés de 126 millions d'euros au 1^{er} janvier 2020 et de 125 millions d'euros au 30 juin 2020 sans impact sur les capitaux propres.

La Direction du Groupe a établi les comptes consolidés intermédiaires condensés en prenant en compte des estimations et hypothèses telles que décrites en note 2.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2020.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- Lors des clôtures intermédiaires, l'imposition des sociétés consolidées est déterminée selon les principes définis par la norme IAS 34. La charge d'impôt de chacune est prise en compte au titre de la période sur la base de la meilleure estimation du taux d'imposition annuel moyen attendu pour l'ensemble de l'exercice (sauf pour les sociétés holding appréciées selon une imposition réelle à la fin de période).
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des avantages du personnel correspondent au prorata des charges estimées sur l'année, calculées sur la base des hypothèses actuarielles et des prévisions réalisées au 31 décembre 2020. Les effectifs, les salaires ou hypothèses actuarielles peuvent être mis à jour lorsque l'impact est significatif.

Au 30 juin 2021, l'impact d'une hausse ou d'une baisse complémentaire des taux d'actualisation en France et à l'international s'élèverait à :

	Hypothèse	Hausse	Baisse
Indemnités de fin de carrière (France)	50 points de base	(41)	46
Pensions (International)	20 points de base	(23)	24

2.3 Nouvelles normes et interprétations IFRS

Au 30 juin 2021, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les comptes consolidés de l'exercice 2020, à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2021.

- Principaux amendements en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2021
 - Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16

Le 27 août 2020, l'IASB a publié des amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 (phase 2) dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence. Le texte, adopté par l'Union européenne le 13 janvier 2021, est applicable au 1^{er} janvier 2021 de manière rétrospective.

L'impact de ces amendements n'est pas significatif pour le Groupe.

- Conclusions de l'IFRS IC relatives à IAS 19

En mai 2021, l'IASB a approuvé les conclusions de l'IFRS IC de décembre 2020 relatives à la méthodologie du calcul de la période d'acquisition des droits prise en compte dans l'évaluation de la provision pour indemnités fin de carrière. Alors que l'approche la plus couramment pratiquée actuellement en France, et chez Bouygues, est de linéariser l'acquisition des droits entre la date d'entrée dans le régime et la date de retraite, l'IFRS IC considère que la linéarisation doit se faire seulement sur la période précédant l'âge de retraite et permettant d'obtenir les droits plafonnés.

L'étude des impacts de cette conclusion est en cours, le Groupe analyse notamment les régimes et les conventions collectives appliquées. Au 30 juin 2021, le Groupe continue à retenir la période d'acquisition des droits dès la date d'entrée.

2.4 Saisonnalité de l'activité

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à une faible activité du premier semestre, principalement chez Colas en raison des conditions climatiques. Ce phénomène est d'amplitude variable selon les années ; au premier semestre 2020, il avait été amplifié par l'impact de l'épidémie de Covid-19 (note 1.2 de l'annexe). Conformément aux principes IFRS, le chiffre d'affaires intermédiaire est reconnu dans les mêmes conditions qu'à la clôture annuelle.

Note 3 Actif non courant

3.1 Goodwill

3.1.1 Évolution de la valeur nette au premier semestre 2021

	Valeur nette
31/12/2020	7 232
Changements de périmètre	18
Pertes de valeur	
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	(118)
30/06/2021	7 132

La diminution sur le premier semestre 2021 concerne essentiellement l'allocation provisoire du prix d'acquisition de Bouygues Telecom Business Distribution « BTBD » (ex EIT) sur des actifs incorporels (parc clients) pour 132 millions d'euros nets d'impôts différés, partiellement compensée par le *goodwill* relatif à l'acquisition de 65 % du capital d'iZen par TF1 pour 15 millions d'euros et par un écart de conversion de 14 millions d'euros.

Les *goodwill* provisoires au 30 juin 2021 relatifs aux acquisitions significatives ayant eu lieu depuis le 31 décembre 2019 sont déterminés de la manière suivante :

	BTBD (ex EIT)	iZen
UGT	Bouygues Telecom	TF1
Prix d'acquisition (I)	824	20
Actifs nets acquis hors Goodwill : (II)		
Actif non courant	(59)	(5)
Actif courant	(109)	(16)
Passif non courant	5	2
Passif courant	110	12
Affectation du prix d'acquisition : (III)		
Écarts d'évaluation incorporels	(179)	
Écarts d'évaluation corporels		
Autres écarts d'évaluation (Impôts différés et autres)	32	
Part non acquise		2
Goodwill (I)+(II)+(III)	624	15
Écarts de conversion		
Goodwill au 30/06/2021	624	15

3.1.2 Répartition du *goodwill* par unité génératrice de trésorerie (UGT)

	30/06/2021		31/12/2020	
UGT	Total	Bouygues ou filiales (%)	Total	Bouygues ou filiales (%)
Bouygues Construction ^a	1 089	100,00	1 079	99,97
Colas ^b	1 333	96,87	1 319	96,87
TF1 ^b	1 363	43,68	1 355	43,70
Bouygues Telecom ^b	3 347	90,53	3 479	90,53
TOTAL	7 132		7 232	

(a) *goodwill* sur filiales acquises par le métier uniquement

(b) *goodwill* sur acquisitions par le métier et sur acquisitions réalisées au niveau de Bouygues SA sur l'UGT

En l'absence d'indice de perte de valeur, les *goodwill* comptabilisés au 30 juin 2021 n'ont pas fait l'objet d'un nouveau test de dépréciation.

3.2 Coentreprises et entités associées

La quote-part du résultat des coentreprises et entités associées est détaillée par métier en note 11 de l'annexe.

	Valeur nette
31/12/2020	1 542
Quote-part du résultat de la période	201
Écarts de conversion	14
Autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	20
Résultat net et produits et charges nets comptabilisés	235
Affectation du résultat N-1, distribution de dividendes, investissements et augmentations de capital, cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(978)
30/06/2021	799

La valeur des coentreprises et entités associées diminue de 743 millions d'euros, dont 711 millions d'euros sur Alstom, composés principalement de la contribution au résultat d'Alstom pour 219 millions d'euros et la réduction de la valeur de cette participation pour 950 millions d'euros, en lien notamment avec les opérations du premier semestre 2021 sur le capital qui ont conduit à une perte d'influence notable.

La contribution d'Alstom au résultat net du premier semestre 2021 s'élève à 219 millions d'euros contre 35 millions d'euros sur le premier semestre 2020 et inclut :

- un profit de dilution de 56 millions d'euros à la suite des deux augmentations de capital d'Alstom réalisées au premier trimestre 2021 (note 1.1 de l'annexe) ;
- une plus-value nette de frais et d'impôts de 59 millions d'euros à la suite de la cession par Bouygues de 12 millions de titres (3,23 % du capital) au premier trimestre 2021 (note 1.1 de l'annexe) ;
- une plus-value nette de frais et d'impôts de 93 millions d'euros à la suite de la cession par Bouygues de 11 millions de titres (2,96 % du capital) au deuxième trimestre 2021 (note 1.1 de l'annexe) ;
- la réévaluation à la juste-valeur au 2 juin 2021 des titres conservés (0,16 % du capital) pour 6 millions d'euros (note 1.1 de l'annexe) ; et
- une quote-part de résultat au titre du second semestre d'Alstom pour l'exercice 2020/2021 de 5 millions d'euros, calculée sur la base de la publication par Alstom le 11 mai 2021 de ses résultats annuels de l'exercice 2020/2021. Du fait du décalage des dates de clôture des exercices annuels d'Alstom (31 mars) et de Bouygues (31 décembre), la quote-part de résultat au titre du premier semestre d'Alstom pour l'exercice 2020/2021 avait été comptabilisée dans les comptes de Bouygues au 30 septembre 2020.

À compter du 2 juin 2021, la participation résiduelle dans Alstom est comptabilisée à la juste valeur par capitaux propres. La valeur bilantielle des titres Alstom conservés s'élève à 25 millions d'euros au 30 juin 2021 et est comptabilisée en « Autres actifs financiers non courants ».

La valeur de la SDAIF au bilan dans les comptes de Bouygues au 30 juin 2021 s'élève à 266 millions d'euros et tient compte d'une quote-part de résultat négatif de 9 millions d'euros.

Note 4 Information sur les capitaux propres consolidés

Capital de Bouygues SA

Au 30 juin 2021, le capital social de Bouygues SA est constitué de 380 936 925 actions d'une valeur nominale d'un euro.

	31/12/2020	Flux 2021		30/06/2021
		Augmentation	Réduction	
Actions	380 759 842	177 083 ^a		380 936 925
NOMBRE DE TITRES	380 759 842	177 083		380 936 925
Nominal	1 €			1 €
CAPITAL EN EUROS	380 759 842	177 083		380 936 925

(a) L'augmentation du capital correspond à l'exercice d'options de souscription pour 177 083 actions au premier semestre 2021

Note 5 Provisions non courantes et courantes

5.1 Provisions non courantes

	Avantages du personnel ^a	Litiges, contentieux, réclamations, travaux ^b	Garanties données ^c	Autres provisions non courantes ^d	Total
31/12/2020	958	282	378	627	2 245
Écarts de conversion	6		4	3	13
Changements de périmètre	1			(3)	(2)
Dotations	46	27	29	57	159
Reprises de provisions (utilisées ou non)	(30)	(38)	(30)	(47)	(145) ^e
Gains et pertes actuariels	(2)				(2) ^f
Virements de rubriques et autres mouvements				21	21
30/06/2021	979	271	381	658	2 289

(a) Avantages du personnel	979	dont principaux métiers concernés :	
Indemnités de fin de carrière (IFC)	626	Bouygues Construction	322
Médailles du travail	137	Colas	437
Pensions	216	TF1	55
		Bouygues Telecom	113
(b) Litiges, contentieux, réclamations, travaux	271		
Provisions sur litiges clients	96	Bouygues Construction	105
Réclamations sous-traitants	44	Bouygues Immobilier	18
Autres litiges de personnel et divers	131	Colas	88
		Bouygues Telecom	53
(c) Garanties données	381		
Provisions garanties décennales	258	Bouygues Construction	287
Provisions garanties complémentaires bâtiment génie civil/travaux publics	123	Bouygues Immobilier	23
		Colas	71
(d) Autres provisions non courantes	658		
Provisions risques divers étranger	43	Bouygues Construction	116
Provisions risques sociétés non contrôlées	113	Colas	346
Démantèlement et remise en état des sites	328	Bouygues Telecom	140
Provisions contrôle organismes sociaux	109		
Autres provisions non courantes	65		
(e) dont reprises de provisions non utilisées sur le premier semestre 2021	(24)		

(f) Les écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi figurent pour 0 dans l'état consolidé des produits et charges comptabilisés dont 2 sur les provisions pensions et -2 sur les régimes surfinancés présentés à l'actif.

5.2 Provisions courantes

Provisions liées à l'exploitation

	Provisions garanties données aux clients	Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers ^a	Provisions pour pertes à terminaison chantiers ^a	Autres provisions courantes ^b	Total
31/12/2020	44	383	498	317	1 242
Écarts de conversion	1	4	2	2	9
Changements de périmètre	(1)		2	2	3
Dotations	5	78	159	60	302
Reprises de provisions (utilisées ou non)	(3)	(87)	(132)	(88)	(310) ^c
Virements de rubriques et autres mouvements	1	(2)	2	9	10
30/06/2021	47	376	531	302	1 256

(a) Bouygues Construction et Colas pour l'essentiel

L'indication de provisions individualisées par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci.

(b) Autres provisions courantes :

	302	dont principaux métiers concernés :	
Provisions pour réassurance	42	Bouygues Construction	124
Provisions pour restructuration	11	Bouygues Immobilier	40
Provisions pour remise en état des sites (courant)	16	Colas	99
Provisions courantes diverses	233	TF1	16

(c) dont reprises de provisions non utilisées sur le premier semestre 2021 (71)

Note 6 Dettes financières non courantes et courantes

6.1 Répartition des emprunts

	Dettes financières courantes		Dettes financières non courantes	
	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2021	31/12/2020
Emprunts obligataires	871	90	3 015	3 811
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	240	299	1 759	1 344
Emprunts et dettes financières divers	88	85	432	389
TOTAL DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES	1 199	474	5 206	5 544

Les dettes financières non courantes diminuent de 338 millions d'euros et les dettes financières courantes augmentent de 725 millions d'euros. Cela s'explique notamment par un reclassement de non courant à courant de 800 millions d'euros chez Bouygues SA correspondant à l'emprunt obligataire à échéance février 2022 et par un emprunt non courant de 333 millions d'euros accordé par la banque européenne d'investissement à Bouygues Telecom.

6.2 Covenants et trigger events

Les emprunts obligataires comportent une clause de *change of control* (clause de changement de contrôle de Bouygues SA). Les crédits bancaires contractés par Bouygues SA ne comportent ni *covenant* financier ni *trigger event*. Il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues SA.

Note 7 Variation de l'endettement financier net

	31/12/2020	Écarts de conversion	Changements de périmètre	Flux de trésorerie	Variations des justes valeurs	Autres mouvements	30/06/2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 224	20	(1)	(339)			3 904
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(187)	14		(141)			(314)
TRESORERIE NETTE (A)	4 037	34 ^a	(1) ^a	(480) ^a			3 590
Dettes financières non courantes	5 544	21	3	434 ^b	3	(799) ^c	5 206
Dettes financières courantes	474	2		(69) ^b	(10)	802 ^c	1 199
Instruments financiers nets				^b	(2)		(2)
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT (B)	6 018	23	3	365	(9)	3	6 403
ENDETTEMENT FINANCIER NET (A) - (B)	(1 981)	11	(4)	(845)	9	(3)	(2 813)

(a) baisse de la trésorerie nette sur le premier semestre 2021 de 447 millions d'euros analysée dans l'état consolidé des flux de trésorerie

(b) flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement du premier semestre 2021 de 365 millions d'euros analysés dans l'état consolidé des flux de trésorerie se décomposant en augmentation de 1 261 millions d'euros et en diminution de 896 millions d'euros

(c) dont reclassement de long terme à court terme de l'emprunt obligataire à échéance février 2022 chez Bouygues SA pour 800 millions d'euros

Note 8 Chiffre d'affaires

	1 ^{er} semestre 2021				1 ^{er} semestre 2020			
	France	International	Total	%	France	International	Total	%
Bouygues Construction	2 643	3 633	6 276	36	1 847	3 439	5 286	36
Bouygues Immobilier	924	56	980	6	646	55	701	5
Colas	2 814	2 752	5 566	32	2 223	2 632	4 855	33
TF1	1 007	103	1 110	6	785	77	862	6
Bouygues Telecom	3 459		3 459	20	3 032		3 032	20
Bouygues SA et autres	5	21	26		6	16	22	
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	10 852	6 565	17 417	100	8 539	6 219	14 758	100

	2 ^{ème} trimestre 2021				2 ^{ème} trimestre 2020			
	France	International	Total	%	France	International	Total	%
Bouygues Construction	1 348	1 897	3 245	34	735	1 628	2 363	31
Bouygues Immobilier	497	31	528	5	302	26	328	4
Colas	1 656	1 902	3 558	37	1 205	1 698	2 903	39
TF1	551	58	609	6	347	37	384	5
Bouygues Telecom	1 721		1 721	18	1 550		1 550	21
Bouygues SA et autres	3	11	14		1	10	11	
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	5 776	3 899	9 675	100	4 140	3 399	7 539	100

La ventilation du chiffre d'affaires par rubrique et métier figure en note 11 de l'annexe.

Note 9 Résultat opérationnel

	1 ^{er} semestre		2 ^{ème} trimestre	
	2021	2020	2021	2020
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	471	(132)	548	110
Autres produits opérationnels	97	7	35	4
Autres charges opérationnelles	(17)	(51)	(11)	(50)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	551	(176)	572	64

La répartition par métier du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel est présentée en note 11 de l'annexe.

Les autres produits et charges opérationnels concernent principalement :

1^{er} semestre 2021

Les autres produits opérationnels nets concernent Bouygues Telecom, Bouygues Immobilier, TF1 et Bouygues SA. Ils s'élèvent à 80 millions d'euros et se composent de :

- 97 millions d'euros de plus-values de cession de *data centres* (note 1.1 de l'annexe) partiellement compensés par 6 millions d'euros de coûts de mise en œuvre du partage de réseau chez Bouygues Telecom ;
- 6 millions d'euros de coûts d'adaptation chez Bouygues Immobilier ;
- 5 millions d'euros de frais d'honoraires de conseil relatifs principalement au projet de fusion des activités de TF1 et M6 (note 1.1 de l'annexe).

1^{er} semestre 2020

Les autres charges opérationnelles nettes concernaient Bouygues Telecom et Colas. Elles s'élevaient à 44 millions d'euros et se composaient de :

- 6 millions d'euros de plus-values de cession d'actifs (sites et pylônes à Cellnex), 1 million d'euros d'autres produits opérationnels partiellement compensés par 6 millions d'euros de coûts de mise en œuvre du partage de réseau chez Bouygues Telecom ;
- 45 millions d'euros de provisions enregistrées pour couvrir les coûts additionnels de démantèlement de la raffinerie de Dunkerque ainsi que les conséquences de la réorganisation des activités routières de Colas en France.

Note 10 Impôt

La charge d'impôt s'élève à 146 millions d'euros au premier semestre 2021.

	1 ^{er} semestre		2 ^{ème} trimestre	
	2021	2020	2021	2020
PRODUIT / (CHARGE) D'IMPÔT	(146)	12	(162)	(73)

Le taux effectif d'impôt est de 34 % sur le premier semestre 2021, contre 4 % sur le premier semestre 2020. Il s'explique principalement en 2021 par :

- des déficits n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'impôts différés actifs à l'étranger, dans un contexte de base fiscale bénéficiaire ; partiellement compensés par
- les écarts de taux liés à la fiscalité à taux réduit des opérations de cession de la période ; et
- la non-taxation d'un crédit d'impôt éditeur chez TF1 comptabilisé depuis juin 2021.

Le taux effectif 2020 était négativement impacté par des déficits n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'impôts différés actifs à l'étranger, dans un contexte de base fiscale déficitaire, et par des impôts différés au titre des pertes comptabilisées par les filiales intégrées fiscalement en France par Bouygues SA qui avaient été reconnus à un taux de 25,83 % (contre 32,02 % applicable en 2020) dans la mesure où ces pertes allaient être consommées à partir de 2023.

Note 11 Information sectorielle

Les contributions par métier aux principaux agrégats du Groupe sont les suivantes :

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
COMPTE DE RÉSULTAT 1^{er} SEMESTRE 2021							
Publicité				802			802
Prestations de services	2 092	35	164	289	2 743	104	5 427
Autres produits sur activités de construction	4 216	946	4 353				9 515
Autre chiffre d'affaires	29		1 074	38	728		1 869
Chiffre d'affaires total	6 337	981	5 591	1 129	3 471	104	17 613
Chiffre d'affaires inter-activités	(61)	(1)	(25)	(19)	(12)	(78)	(196)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	6 276	980	5 566	1 110	3 459	26	17 417
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	166	17	(100)	169	244	(25)	471
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	166	11	(100)	167	335	(28)	551
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	6	(6)	4	(13)	(9)	219	201
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	119	(6)	(108)	47	199	157	408

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
COMPTE DE RÉSULTAT 1^{er} SEMESTRE 2020							
Publicité				615			615
Prestations de services	1 819	19	164	236	2 404	93	4 735
Autres produits sur activités de construction	3 464	682	3 838				7 984
Autre chiffre d'affaires	38		868	33	638		1 577
Chiffre d'affaires total	5 321	701	4 870	884	3 042	93	14 911
Chiffre d'affaires inter-activités	(35)		(15)	(22)	(10)	(71)	(153)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	5 286	701	4 855	862	3 032	22	14 758
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	(95)	(38)	(304)	68	253	(16)	(132)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(95)	(38)	(349)	68	254	(16)	(176)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	39		4	(1)		35	77
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(66)	(33)	(285)	17	142	(19)	(244)

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
COMPTE DE RÉSULTAT 2^{ème} TRIMESTRE 2021							
Publicité				444			444
Prestations de services	1 126	20	86	155	1 380	53	2 820
Autres produits sur activités de construction	2 145	509	2 761				5 415
Autre chiffre d'affaires	8		724	20	348		1 100
Chiffre d'affaires total	3 279	529	3 571	619	1 728	53	9 779
Chiffre d'affaires inter-activités	(34)	(1)	(13)	(10)	(7)	(39)	(104)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	3 245	528	3 558	609	1 721	14	9 675
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	85	13	177	112	168	(7)	548
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	85	11	177	110	199	(10)	572
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	4	(2)	6	(7)	(5)	100	96
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	62	1	112	32	119	61	387

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
COMPTE DE RÉSULTAT 2^{ème} TRIMESTRE 2020							
Publicité				259			259
Prestations de services	872	7	81	115	1 199	46	2 320
Autres produits sur activités de construction	1 502	321	2 289				4 112
Autre chiffre d'affaires	16		541	16	356		929
Chiffre d'affaires total	2 390	328	2 911	390	1 555	46	7 620
Chiffre d'affaires inter-activités	(27)		(8)	(6)	(5)	(35)	(81)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	2 363	328	2 903	384	1 550	11	7 539
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	(134)	(22)	66	26	185	(11)	110
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(134)	(22)	21	26	184	(11)	64
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	39	1	13			(1)	52
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(88)	(18)	5	6	106	(51)	(40)

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Résultat opérationnel courant	166	17	(100)	169	244	(25)	471
• Charges d'intérêts sur obligations locatives	(4)	(1)	(7)	(2)	(12)		(26)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :							
• Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	102	5	176	173	527	6	989
• Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées	49	20	50	(11)	7	12	127
Retraitement des autres produits d'exploitation :							
• Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(59)	(14)	(43)	(7)	(8)		(131)
EBITDA APRÈS LOYER 1^{er} SEMESTRE 2021	254	27	76	322	758	(7)	1 430

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Résultat opérationnel courant	(95)	(38)	(304)	68	253	(16)	(132)
• Charges d'intérêts sur obligations locatives	(5)	(1)	(7)	(2)	(11)	1	(25)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :							
• Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	99	5	186	106	446	4	846
• Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées	40	4	17	(6)	30	(4)	81
Retraitement des autres produits d'exploitation :							
• Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(101)	(7)	(25)	(6)	(7)	(1)	(147)
EBITDA APRÈS LOYER 1^{er} SEMESTRE 2020	(62)	(37)	(133)	160	711	(16)	623

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Résultat opérationnel courant	85	13	177	112	168	(7)	548
• Charges d'intérêts sur obligations locatives	(2)	(1)	(3)	(1)	(6)		(13)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :							
• Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	53	2	110	89	269	4	527
• Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées	40	20	61	(2)		1	120
Retraitement des autres produits d'exploitation :							
• Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(38)	(8)	(24)	(4)	(3)		(77)
EBITDA APRÈS LOYER 2^{ème} TRIMESTRE 2021	138	26	321	194	428	(2)	1 105

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Résultat opérationnel courant	(134)	(22)	66	26	185	(11)	110
• Charges d'intérêts sur obligations locatives	(3)	(1)	(3)	(1)	(5)	2	(11)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :							
• Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	51	3	116	50	222	1	443
• Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées	49	11	12	1	10	3	86
Retraitement des autres produits d'exploitation :							
• Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(62)	(2)	(10)	(4)		(1)	(79)
EBITDA APRÈS LOYER 2^{ème} TRIMESTRE 2020	(99)	(11)	181	72	412	(6)	549

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Indicateurs financiers bilan 30 juin 2021							
ENDETTEMENT FINANCIER NET/EXCÉDENT FINANCIER NET	2 696	(400)	(631)	34	(2 229)	(2 283)	(2 813)
Indicateurs financiers bilan 31 décembre 2020							
ENDETTEMENT FINANCIER NET/EXCÉDENT FINANCIER NET	3 143	(306)	(7)	(1)	(1 740)	(3 070)	(1 981)

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Autres indicateurs financiers 1^{er} semestre 2021							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	222	18	37	299	746	(22)	1 300
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(45)	(2)	(39)	(122)	(582)		(790)
Remboursement des obligations locatives (III)	(41)	(4)	(52)	(11)	(71)	1	(178)
CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III)	136	12	(54)	166	93	(21)	332
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES							
	(443)	(105)	(481)	(63)	(201)	(83)	(1 376)

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Autres indicateurs financiers 1^{er} semestre 2020							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	(45)	(44)	(150)	139	695	(22)	573
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(37)	(2)	(72)	(107)	(387)	(2)	(607)
Remboursement des obligations locatives (III)	(53)	(4)	(47)	(10)	(75)	(1)	(190)
CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III)	(135)	(50)	(269)	22	233	(25)	(224)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES							
	(405)	(217)	(334)	105	(104)	(82)	(1 037)

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Autres indicateurs financiers 2^{ème} trimestre 2021							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	93	11	274	182	407	8	975
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(29)	(1)	(28)	(73)	(313)	1	(443)
Remboursement des obligations locatives (III)	(19)	(2)	(26)	(6)	(35)	1	(87)
CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III)	45	8	220	103	59	10	445
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES							
	262	(70)	(363)	(67)	(127)	(65)	(430)

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Autres indicateurs financiers 2^{ème} trimestre 2020							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	(148)	(20)	161	57	380	(2)	428
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(23)		(37)	(44)	(43)	(3)	(150)
Remboursement des obligations locatives (III)	(28)	(2)	(24)	(5)	(40)	(1)	(100)
CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III)	(199)	(22)	100	8	297	(6)	178
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES	149	(119)	(194)	14	48	(65)	(167)

Note 12 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2020 à l'exception de :

- la commande de la construction d'un bitumier chez Colas au cours du deuxième trimestre 2021 pour un montant de l'ordre de 34 millions d'euros et ;
- le 7 mars 2021, la fin de l'engagement pris par Bouygues SA de conserver ses titres Alstom dans le cadre de l'acquisition par Alstom de Bombardier Transport.

Note 13 Informations sur les parties liées

Les natures des transactions avec les parties liées n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2020.

5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Bouygues, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense, le 25 août 2021

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS
Gilles Rainaut

ERNST & YOUNG Audit
Nicolas Pfeuty

6. GLOSSAIRE

Activités de construction : Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

ABPU (Average Billing Per User):

- Dans le Mobile, il est égal à la somme des chiffres d'affaires Mobile facturés au client pour les clients Grand Public et Entreprise divisée par le nombre de clients moyen sur la période. Il ne prend pas en compte les cartes SIM *MtoM* et SIM gratuites.

- Pour le Fixe, il est égal à la somme des chiffres d'affaires Fixe facturés au client pour les clients Grand Public (hors Entreprises) divisée par le nombre de clients moyen sur la période

BtoB (business to business) : décrit les activités d'échanges entre les entreprises.

Carnet de commandes (Bouygues Construction, Colas) : représente le volume d'activité traitée restant à réaliser pour les opérations ayant fait l'objet d'une prise de commande ferme, c'est-à-dire dont le contrat a été signé et est entré en vigueur (après l'obtention de l'ordre de service et la levée des conditions suspensives).

Carnet de commandes (Bouygues Immobilier) : il est composé du chiffre d'affaires des ventes notariées restant à réaliser et du montant du chiffre d'affaires total des réservations signées restant à notarié.

En application de la norme IFRS 11, Bouygues Immobilier exclut de son carnet de commandes le chiffre d'affaires des réservations réalisées à travers des sociétés mises en équivalence (société en co-promotion en cas de contrôle conjoint).

Cash-flow libre : capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives. Il est calculé avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité et hors fréquences 5G.

Cash-flow libre après BFR : capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives.

Il est calculé après variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité et hors fréquences 5G.

Chiffre d'affaires Autres (Bouygues Telecom) : différence entre le chiffre d'affaires total de Bouygues Telecom et le chiffre d'affaires Services. Il comprend en particulier :

- Les ventes de terminaux, d'accessoires, d'assurances ou autres
- Les revenus d'itinérance
- Les prestations de services autres que Telecom (construction de sites ou installation de lignes FTTH)
- Le cofinancement publicitaire

Chiffre d'affaires Services (Bouygues Telecom) : il comprend :

- Le chiffre d'affaires facturé au client qui intègre :

Dans le Mobile :

Pour les clients Grand Public : le chiffre d'affaires des appels sortants (voix, SMS et données), des frais de mise en service, des services à valeur ajoutée

Pour les clients Entreprises : le chiffre d'affaires des appels sortants (voix, SMS et données), des frais de mise en service, des services à valeur ajoutée, ainsi que le chiffre d'affaires des services rendus aux Entreprises

Le chiffre d'affaires du *Machine-To-Machine (MtoM)*

Le chiffre d'affaires de l'itinérance (*roaming* Visiteurs)

Le chiffre d'affaires réalisé avec les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO);

Dans le Fixe :

Pour les clients Grand Public, le chiffre d'affaires des appels sortants, des services fixes haut débit, des services de télévision (notamment *Video On Demand* et *Replay TV*) et le chiffre d'affaires relatif aux frais de mise en service et à la location d'équipements

Pour les clients Entreprise, le chiffre d'affaires des appels sortants, des services fixes haut débit, des services de télévision (notamment *Video On Demand* et *Replay TV*) et le chiffre d'affaires relatif aux frais de mise en service et à la location d'équipements, ainsi que le chiffre d'affaires des services rendus aux Entreprises

Le chiffre d'affaires de vente en gros réalisé avec d'autres opérateurs de réseaux fixes ;

- Le revenu des appels entrants Voix et SMS

- L'étalement de la subvention sur la durée de vie prévisionnelle du client, conséquence d'IFRS 15

- L'activation, puis l'étalement sur la durée de vie prévisionnelle du client des chiffres d'affaires liées aux mises en services

Consommation 4G : données consommées sur les réseaux cellulaires 4G, hors Wi-Fi

EBITDA après Loyer : correspond au résultat opérationnel courant, après prise en compte des charges d'intérêts sur obligations locatives, corrigé des dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles, aux provisions et autres dépréciations ainsi que des effets liés aux prises et aux pertes de contrôle. Ces derniers concernent l'impact lié aux réévaluations des lots antérieurement détenus ou des lots conservés.

Évolution du chiffre d'affaires à périmètre et change constants :

- À change constant : évolution après conversion du chiffre d'affaires en devises de la période en cours aux taux de change de la période de comparaison

- À périmètre constant : évolution du chiffre d'affaires des périodes à comparer, recalculé de la façon suivante:

En cas d'acquisition, est déduit de la période en cours le chiffre d'affaires de la société acquise qui n'a pas de correspondance dans la période de comparaison

En cas de cession, est déduit de la période de comparaison le chiffre d'affaires de la société cédée qui n'a pas de correspondance dans la période en cours

Excédent / Endettement financier net : la position de trésorerie du Groupe se calcule en tenant en compte la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes créditeurs de banque, les dettes financières non courantes et courantes et les instruments financiers. L'endettement/excédent financier n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes. Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net. Les principaux éléments de variation de l'endettement net sont présentés en note 7 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2021 disponible sur le site internet du Groupe Bouygues.

FTTH (*Fiber to the Home* - Fibre jusqu'à l'abonné) : correspond au déploiement de la fibre optique depuis le nœud de raccordement optique (lieu d'implantation des équipements de transmission de l'opérateur) jusque dans les logements ou locaux à usage professionnel (définition de l'Arcep)

Marge d'EBITDA après Loyer (Bouygues Telecom) : EBITDA après Loyer sur chiffre d'affaires Services

MtoM : les communications « machine à machine » ou « MtoM » consistent en la mise en relation de machines ou d'objets intelligents, ou entre un objet intelligent et une personne, avec un système d'information via des réseaux de communications mobiles généralement sans intervention humaine

Prises FTTH sécurisées : horizontal déployé ou en cours de déploiement ou commandé et ce, jusqu'au point de mutualisation

Prises FTTH commercialisées : prises pour lesquelles l'horizontal et la verticale sont déployés et connectés via le point de mutualisation

Prise de commandes (Bouygues Construction, Colas) : une affaire est enregistrée dans la prise de commandes dès lors que le contrat est signé et entré en vigueur (obtention de l'ordre de service et levée de l'ensemble des conditions suspensives) et que le financement est mis en place. Le montant enregistré correspond au chiffre d'affaires à réaliser sur cette affaire.

Réservations en valeur (Bouygues Immobilier) : montant exprimé en euro de la valeur des biens immobiliers réservés sur une période donnée.

- Logements : somme des valeurs des contrats de réservation, unité et bloc, signés par les clients et validés en interne, nettes des désistements enregistrés.

- Immeubles de bureaux : ils sont enregistrés dans les réservations à la vente notaire

Pour les opérations immobilières réalisées en co-promotion :

Si Bouygues Immobilier détient le contrôle exclusif de la société de co-promotion (intégration globale), alors 100 % des montants sont intégrés dans les réservations

S'il y a contrôle conjoint (société mise en équivalence), alors l'activité commerciale est enregistrée à hauteur de la quote-part détenue dans la société de co-promotion

RIP : Réseau d'Initiative Publique

Taux de *churn* Fixe : ensemble des résiliations du mois couru, divisé par le parc fin du mois précédent

Taux de *churn* Mobile : ensemble des résiliations du mois couru, divisé par le parc fin du mois précédent

Taux de pénétration FTTH : part du parc client Fixe en FTTH (nombre de clients FTTH divisé par le nombre de clients Fixe total)

Très Haut Débit : abonnements avec un débit crête descendant supérieur ou égal à 30 Mbits/s. Comprend les abonnements FTTH, FTTLA, box 4G et VDSL2 (définition de l'Arcep)

Utilisateurs 4G : clients ayant utilisé le réseau 4G au cours des trois derniers mois (définition de l'Arcep)

Wholesale : marché de la « vente en gros » aux opérateurs de communications électroniques

7.DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 25 août 2021,



Olivier Roussat,
Directeur général



Société Anonyme au capital de 380 759 842 euros
Siège social : 32 avenue Hoche - 75008 PARIS
572 015 246 RCS PARIS